

**Régime à risques partagés des
employés des hôpitaux du
Nouveau-Brunswick membres du
SCFP**

Rapport d'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014

Rapport préparé en septembre 2015

Numéro d'agrément : Agence du revenu du Canada : n° 0385849

Surintendant des pensions du N.-B. : NB 0385849

Table des matières

Introduction	1
Section 1 – Évaluation de la politique de financement.....	3
Section 2 – Objectifs et procédures de gestion des risques	15
Section 3 – Évaluation sur base de permanence	19
Section 4 – Évaluation de liquidation hypothétique	25
Annexe A – Actif	31
Annexe B – Données sur les participants.....	34
Annexe C – Hypothèses de projection stochastique	40
Annexe D – Résumé des dispositions du régime.....	43
Annexe E – Résumé de la politique de financement	47
Annexe F – Attestation de confirmation de l’administrateur du régime	51

Introduction

Au 1^{er} juillet 2012, le Régime de pension des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP (« ancien régime SCFP ») a été converti au Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP (« RRP SCFP »).

Le présent rapport a été produit au 31 décembre 2014, soit la date de fin de l'exercice financier du RRP SCFP. Le rapport a été préparé à l'intention du conseil de fiduciaires (les « fiduciaires »), du surintendant des pensions (le « surintendant ») et de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC »), pour les raisons suivantes :

- consigner les résultats de l'évaluation de la politique de financement exigée en vertu du paragraphe 100.61(1) de la *Loi sur les prestations de pension* (LPP) et des paragraphes 14(5) à 14(7) du *Règlement du Nouveau-Brunswick 2012-75* (le « Règlement 2012-75 »), et fournir l'opinion actuarielle connexe;
- consigner les résultats des procédures de gestion des risques, conformément à l'alinéa 100.7(1)(e) de la LPP;
- consigner les résultats de l'évaluation actuarielle sur base de permanence exigée au titre du paragraphe 14(1) du Règlement de la LPP visant à déterminer le montant maximal des cotisations de l'employeur admissibles au titre du RRP SCFP conformément au paragraphe 147.2(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « LIR ») et fournir l'opinion actuarielle connexe; et
- consigner les résultats de l'évaluation de liquidation hypothétique du RRP SCFP exigée en vertu des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires, et fournir l'opinion actuarielle connexe.

Le conseil des fiduciaires demande également les approbations suivantes au surintendant, conformément aux exigences de la LPP et de son Règlement :

- approbation de la table de mortalité générationnelle utilisée dans l'évaluation de la politique de financement exigée conformément au sous-alinéa 14(7)(c)(ii) du *Règlement 2012-75*;
- approbation du modèle d'appariement de l'actif et du passif utilisé, tel qu'il est décrit dans la section 2, y compris les hypothèses de projection stochastique présentées à l'annexe C, comme l'exige le paragraphe 15(1) du *Règlement 2012-75*; et
- approbation des hypothèses économiques utilisées dans le modèle d'appariement de l'actif et du passif décrites à l'annexe C, conformément au paragraphe 15(3) du *Règlement 2012-75*.

Les fiduciaires du RRP SCFP ont retenu les services de Morneau Shepell Itée (« Morneau Shepell ») afin de préparer le présent rapport.

La plus récente évaluation actuarielle, dont le rapport a été préparé pour le RRP SCFP, a été effectuée au 31 décembre 2013.

Le prochain rapport d'évaluation actuarielle pour le RRP SCFP devra être produit au plus tard une année après la date d'effet du présent rapport, conformément aux exigences du paragraphe 100.61(1).

Le 5 juin 2015, le projet de loi 55 a reçu la sanction royale autorisant la *Loi sur Services Nouveau-Brunswick*, LN-B 2015 c. 44 (la « Loi SNB »). La Loi SNB, qui entrera en vigueur à la date fixée pour sa proclamation, regroupera plusieurs organismes publics, dont FacilicorpNB, au sein d'une nouvelle agence de services partagés. La Loi SNB

stipule que le Régime à risques partagés dans les services publics (RRPSP) s'appliquera aux employés de la nouvelle agence, ce qui signifie qu'environ 337 employés de FacilicorpNB qui sont des participants actifs du RRP SCFP adhéreront au RRPSP au moment de la proclamation. Ces participants conserveront les droits acquis à l'égard des prestations constituées au titre du RRP SCFP avant la date de proclamation, mais les prestations futures seront constituées au titre du RRPSP. Puisque le RRPSP succédera au RRP SCFP, les participants concernés ne seront pas considérés comme ayant cessé leur participation à ce dernier régime, conformément à l'article 69 de la LPP et ne seront pas admissibles aux prestations de cessation de participation au moment du transfert vers le RRPSP. Lors de la rédaction du présent rapport, la Loi SNB n'avait pas été proclamée. Par contre, dans un bulletin de FacilicorpNB, il a été annoncé que la nouvelle agence serait opérationnelle en octobre 2015. Par conséquent, tout au long du rapport, nous présentons deux groupes de résultats :

- l'un « sans transfert FacilicorpNB », qui présente les résultats en ne tenant pas compte du projet de loi 55;
- l'autre « avec transfert FacilicorpNB », qui présente les résultats en supposant que le projet de loi est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2015 et que les participants font maintenant partie du RRPSP pour les services accumulés après cette date.

La présentation des résultats en deux groupes permettra au lecteur d'évaluer l'incidence du projet de loi 55 sur les paramètres financiers et de risque du RRP SCFP, en supposant qu'il a été proclamé sans autre changement le 1^{er} octobre 2015 et qu'il est conforme aux exigences du paragraphe 100.7(3) de la LPP.

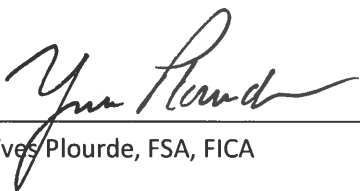
Aucun autre événement ne s'est produit depuis le 31 décembre 2014 qui à mon opinion puisse avoir une incidence importante sur les résultats de la présente évaluation.

Les recommandations et les opinions contenues dans le présent rapport ne portent que sur l'aspect financier du régime. Le présent rapport d'évaluation actuarielle ne constitue pas un avis juridique sur les droits et les responsabilités des fiduciaires ou des participants au régime à l'égard du fonds de pension.

Les résultats de l'évaluation actuarielle ne constituent que des estimations. Les évaluations actuarielles sont réalisées en fonction d'hypothèses et de méthodes qui sont conformes aux principes actuariels reconnus. Tout écart entre l'expérience réelle et ces hypothèses se traduira par des gains ou des pertes qui seront révélés lors des évaluations actuarielles futures.

Le soussigné est à votre disposition pour fournir des renseignements ou des explications supplémentaires, le cas échéant, sur le présent rapport.

Le tout respectueusement soumis,



Yves Plourde, FSA, FICA

Le 30 septembre 2015

Date

Le présent rapport a été révisé par Jeff Penner, FSA, FICA

Section 1 – Évaluation de la politique de financement

Une évaluation annuelle de la politique de financement du régime est requise conformément au paragraphe 100.61(1) de la *Loi sur les prestations de pension* du Nouveau-Brunswick (LPP) et aux paragraphes 14(5) à 14(7) du *Règlement du Nouveau-Brunswick 2012-75*. Les résultats de cette évaluation pour le RRP SCFP au 31 décembre 2014 sont présentés ci-après.

Les résultats de l'évaluation de la politique de financement présentés dans cette section sont fondés sur les renseignements sur l'actif qui se trouvent à l'annexe A, sur les données des participants de l'annexe B et sur les dispositions du régime qui sont résumées à l'annexe D ci-jointe. Les méthodes et les hypothèses utilisées dans l'évaluation actuarielle de la politique de financement sont présentées ci-après.

Niveau de provisionnement de l'évaluation de la politique de financement

Le niveau de provisionnement de l'évaluation de la politique de financement du RRP SCFP est établi en comparant la juste valeur marchande de l'actif au passif actuariel de la politique de financement. Celui-ci repose sur les prestations constituées jusqu'à la date d'évaluation en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Le niveau de provisionnement de l'évaluation de la politique de financement du RRP SCFP au 31 décembre 2014 et les résultats de l'évaluation précédente au 31 décembre 2013 sont présentés ci-dessous.

Tableau 1.1 – Niveau de provisionnement de l'évaluation de la politique de financement

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
	\$	\$
Valeur marchande de l'actif		
<ul style="list-style-type: none"> Juste valeur marchande de l'actif (y compris les comptes débiteurs et les comptes créditeurs) 	677 709 000	598 595 000
Passif actuariel de la politique de financement		
<ul style="list-style-type: none"> Participants actifs Participants dont l'emploi a pris fin et participants suspendus Retraités et bénéficiaires Remboursements en suspens Passif actuariel total de l'évaluation de la politique de financement 	380 216 000 37 313 000 420 119 000 1 062 000 838 710 000	360 269 000 32 710 000 393 038 000 509 000 786 526 000
Excédent (déficit actuariel) de l'évaluation de la politique de financement	(161 001 000)	(187 931 000)
Coefficient de capitalisation de la valeur de terminaison [calculé conformément à l'alinéa 14(6)(e) du Règlement]	80,8 %	76,1 %

Le coefficient de capitalisation de la valeur de terminaison est utilisé dans le calcul de la « valeur de terminaison » des prestations de pension d'un participant à sa cessation d'emploi, à son décès, à la rupture de son mariage ou à son départ à la retraite, selon le cas, conformément aux dispositions du régime et au paragraphe 18(1) du *Règlement 2012-75*. Il est calculé conformément à l'alinéa 14(6)(e) du *Règlement 2012-75*.

Coût d'exercice et cotisations excédentaires selon l'évaluation de la politique de financement

Le tableau ci-dessous présente le coût d'exercice selon l'évaluation de la politique de financement, qui correspond à la valeur des prestations de pension acquises au cours des 12 mois suivant la date d'évaluation. Il compare le coût d'exercice selon l'évaluation de la politique de financement aux cotisations des participants et de l'employeur afin de déterminer le taux de cotisation versé au régime en excédent du coût d'exercice selon l'évaluation de la politique de financement. Les résultats pour l'année suivant le 31 décembre 2014 sont présentés ci-dessous (y compris les résultats des groupes « sans transfert FacilicorpNB » et « avec transfert FacilicorpNB » mentionnés dans l'introduction du rapport), accompagnés des résultats obtenus dans l'évaluation précédente au 31 décembre 2013.

Tableau 1.2 – Coût d'exercice et cotisations excédentaires selon l'évaluation de la politique de financement

	Année suivant le 31 décembre 2014				Année suivant le 31 décembre 2013	
	Sans transfert FacilicorpNB		Avec transfert FacilicorpNB			
	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale
A. Cotisations des participants et de l'employeur	64 125 000	19,1	63 507 000	19,1	61 395 000	19,1
B. Coût d'exercice selon l'évaluation de la politique de financement	35 923 000	10,7	35 646 000	10,7	34 105 000	10,6
C. Cotisations excédentaires (A. – B.)	28 202 000	8,4	27 861 000	8,4	27 290 000	8,5
Estimation de la masse salariale pour l'année suivante	335 731 000		332 498 000		321 442 000	

Détermination du coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur une période de 15 ans

Le tableau suivant présente le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur une période de 15 ans calculé conformément aux exigences de l'alinéa 14(6)(f) du *Règlement 2012-75*. Ce coefficient est utilisé abondamment par la politique de financement pour déterminer les mesures que doivent prendre les fiduciaires en vertu du plan de redressement du déficit de financement et du plan d'utilisation de l'excédent de financement de la politique de financement. Le détail du calcul du coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur une période de 15 ans est précisé ci-après en date du 31 décembre 2014 (y compris les résultats des groupes « sans transfert FacilicorpNB » et « avec transfert FacilicorpNB » mentionnés dans l'introduction du rapport), accompagnés des résultats obtenus dans l'évaluation précédente au 31 décembre 2013.

Tableau 1.3 – Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur une période de 15 ans

	31 décembre 2014		31 décembre 2013
	Sans transfert FacilicorpNB	Avec transfert FacilicorpNB	
A. Valeur marchande de l'actif (y compris les comptes débiteurs et les comptes créditeurs)	677 709 000	677 709 000	598 595 000
B. Valeur actualisée des cotisations excédentaires au cours des 15 prochaines années [calculée conformément à l'alinéa 14(6)(c) du Règlement]	357 295 000	345 275 000	339 328 000
C. Passif actuariel de l'évaluation de la politique de financement	838 710 000	838 710 000	786 526 000
D. Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur une période de 15 ans [(A. + B.) / C.]	123,4 %	122,0 %	119,2 %

Rapprochement entre le niveau de financement de l'évaluation de la politique de financement et l'évaluation précédente

Le tableau ci-après décrit l'évolution du niveau de financement du régime entre la plus récente évaluation de la politique de financement au 31 décembre 2013 et la présente évaluation de la politique de financement au 31 décembre 2014.

Tableau 1.4 – Rapprochement du niveau de financement

	\$	\$
Excédent de financement (déficit actuariel) selon l'évaluation de la politique de financement au 31 décembre 2013		(187 931 000)
Évolution prévue du niveau de financement		
• Intérêt sur l'excédent de financement (déficit actuariel)	(8 457 000)	
• Excédent des cotisations (manque à gagner)	27 053 000	
• Total		18 596 000
Excédent de financement (déficit actuariel) prévu selon l'évaluation de la politique de financement au 31 décembre 2014		(169 335 000)
Gains (pertes) actuariels attribuables aux éléments suivants		
• Rendement des placements sur la valeur actuarielle de l'actif	30 095 000	
• Retraites	878 000	
• Cessations d'emploi	(175 000)	
• Mortalité	(732 000)	
• Autres éléments	(2 280 000)	
• Total		27 786 000
Incidence du rajustement au coût de la vie accordé au 1 ^{er} janvier 2015 (première étape sous « Autres mesures », à la section VI, Plan d'utilisation de l'excédent de financement)		(11 216 000)
Incidence de la bonification des prestations, accordée au 1 ^{er} janvier 2015 en vertu de la deuxième étape de la politique de financement (deuxième étape sous « Autres mesures », à la section VI, Plan d'utilisation de l'excédent de financement)		(8 236 000)
Excédent (déficit actuariel) selon l'évaluation de la politique de financement au 31 décembre 2014		(161 001 000)

Rapprochement du coût d'exercice total

Le tableau suivant présente les facteurs ayant contribué au changement du coût d'exercice total entre la plus récente évaluation de la politique de financement au 31 décembre 2013 et la présente évaluation de la politique de financement au 31 décembre 2014.

Tableau 1.5 – Rapprochement du coût d'exercice total

	% de la masse salariale
Coût d'exercice total au 31 décembre 2013	10,6 %
Incidence des changements démographiques	0,1 %
Coût d'exercice total au 31 décembre 2014	10,7 %

Analyse de sensibilité selon la politique de financement

Conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires, les rapports d'évaluation doivent divulguer la sensibilité des obligations du régime à un changement apporté à l'hypothèse du taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence d'une diminution de 1 % du taux d'actualisation sur le passif actuariel de la politique de financement. À l'exception du taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses et méthodes utilisées pour cette évaluation ont été conservées.

Tableau 1.6 – Sensibilité du passif actuariel selon la politique de financement

	31 décembre 2014	Taux d'actualisation réduit de 1 %
	\$	\$
Passif actuariel		
• Participants actifs	380 216 000	458 570 000
• Participants dont l'emploi a pris fin et participants suspendus	37 313 000	42 828 000
• Retraités et bénéficiaires	420 119 000	461 124 000
• Remboursements en suspens	1 062 000	1 062 000
• Total	838 710 000	963 584 000
Augmentation du passif actuariel		124 874 000

Analyse de sensibilité sur le coût d'exercice total de la politique de financement

Le tableau ci-dessous illustre l'effet sur le coût d'exercice total de l'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 1 % à celui retenu pour l'évaluation de la politique de financement. Toutes les autres hypothèses et méthodes utilisées pour la présente évaluation ont été conservées.

Tableau 1.7 – Sensibilité du coût d'exercice total de la politique de financement

	Sans transfert FacilicorpNB				Avec transfert FacilicorpNB			
	Au 31 décembre 2014		Taux d'actualisation réduit de 1 %		Au 31 décembre 2014		Taux d'actualisation réduit de 1 %	
	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale
Coût d'exercice total	35 923 000	10,7	44 988 000	13,4	35 646 000	10,7	44 561 000	13,4
Augmentation du coût d'exercice total			9 065 000	2,7			8 915 000	2,7

Méthodes actuarielles de la politique de financement

Méthode d'évaluation de l'actif

L'actif utilisé dans le cadre de l'évaluation de la politique de financement correspond à la juste valeur marchande de l'actif, conformément aux exigences de l'alinéa 14(6)(d) du *Règlement 2012-75*.

Méthode de détermination du coût actuariel

Le passif actuariel et le coût d'exercice de l'évaluation de la politique de financement ont été calculés à l'aide de la méthode actuarielle de répartition des prestations constituées (ou prime unique), conformément à l'exigence de l'alinéa 14(7)(a) du *Règlement 2012-75*.

Le passif actuariel de l'évaluation de la politique de financement est égal à la valeur actuarielle actualisée des prestations accumulées par les participants au titre des services antérieurs à la date d'évaluation; il tient compte des hypothèses actuarielles décrites ci-après. Il demeure entendu qu'il ne tient pas compte de l'incidence des augmentations salariales futures, le cas échéant, et de l'incidence de la majoration des prestations constituées en raison de l'indexation au coût de la vie ou d'autres rajustements pouvant être accordés de temps à autre par les fiduciaires, conformément aux dispositions du régime et à la politique de financement.

Le coût d'exercice de l'évaluation de la politique de financement est égal à la valeur actuarielle actualisée des prestations que les participants devraient accumuler dans l'année suivant la date d'évaluation. Une estimation des augmentations salariales a été effectuée pour calculer le coût d'exercice estimé et les cotisations estimées des participants et de l'employeur pendant l'année suivant la date de l'évaluation.

Le ratio du coût d'exercice total sur la masse salariale couverte pour la période visée aura tendance à se stabiliser avec le temps si les caractéristiques démographiques des participants actifs et des participants

invalides demeurent stables. Toutes autres choses étant égales, une augmentation de l'âge moyen des participants actifs et des participants invalides entraînera une hausse de ce ratio.

Aux fins de l'évaluation, pour déterminer l'admissibilité aux prestations et pour toutes autres fins, l'âge utilisé est l'âge des participants à l'anniversaire le plus près.

Hypothèses actuarielles de la politique de financement

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation actuarielle de la politique de financement sont résumées dans le tableau suivant. Tout écart entre l'expérience réelle et ces hypothèses se traduira par des gains ou des pertes qui seront révélés lors des évaluations actuarielles futures de la politique de financement. Les gains et les pertes actuariels qui figureront dans les évaluations actuarielles futures de la politique de financement auront une incidence, notamment, sur le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du régime, qui à son tour aura une incidence sur le type de mesures prises par les fiduciaires et le moment où elles seront mises en œuvre, conformément à la politique de financement. À moins d'indication contraire, tous les taux et tous les pourcentages sont annualisés.

Tableau 1.8 – Hypothèses pour l'évaluation actuarielle de la politique de financement

31 décembre 2014									
Taux d'actualisation		4,50 %							
Augmentation salariale pour l'année suivant l'évaluation (aux fins du coût d'exercice seulement et y compris les augmentations relatives aux promotions)		2,75 %							
Augmentation du MGAP pour l'année suivant l'évaluation (aux fins du coût d'exercice seulement)		2,75 %							
Mortalité		Table de mortalité 2014 pour le secteur public (CPM2014Publ) projetée selon une échelle d'amélioration B (CPM-B) avec des facteurs d'ajustement de 131 % pour les hommes et de 123 % pour les femmes							
Retraite									
Âge de retraite	Âge à la conversion								
	Moins de 25 ans (ou adhésion après la date de conversion)	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	De 35 à 39 ans	De 40 à 44 ans	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	60 ans et plus
55	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	12,5 %	25 %
56	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	12,5 %	25 %	15 %	5 %
57	0 %	0 %	0 %	12,5 %	25 %	15 %	5 %	5 %	5 %
58	0 %	12,5 %	25 %	15 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
59	25 %	15 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
60	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	17,5 %	30 %
61	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	17,5 %	30 %	17,5 %	5 %
62	5 %	5 %	5 %	17,5 %	30 %	17,5 %	5 %	5 %	5 %
63	5 %	17,5 %	30 %	17,5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
64	30 %	17,5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
65	25 %	22,5 %	20 %	17,5 %	15 %	12,5 %	10 %	7,5 %	5 %
Cessation de participation		Âge		Homme			Femme		
Échantillonnage des cessations de participation autres que pour cause de décès, d'invalidité ou de retraite		20		7,6 %			12,6 %		
		25		6,6 %			9,7 %		
		30		5,4 %			7,5 %		
		35		3,4 %			5,7 %		
		40		2,6 %			4,1 %		
		45		1,8 %			2,8 %		
		50		0,9 %			1,4 %		
		55		0 %			0 %		
Frais		Une charge de 5 % est ajoutée au coût d'exercice total pour couvrir les frais d'administration non liés aux placements payables à partir de la caisse.							

D'autres hypothèses sont nécessaires pour établir le niveau futur des flux monétaires entrant et sortant du régime de pension, comme les cotisations des participants et de l'employeur, les coûts d'exercice, le versement des prestations et les frais. Ces flux monétaires sont calculés sur une base déterministe pour chaque année suivant la date de l'évaluation pendant une période de 20 ans, et permettent d'établir le passif actuariel et l'actif de la politique de financement à chaque prochaine date, ainsi que la valeur actualisée des cotisations excédentaires au cours d'une période de 15 ans, conformément à l'alinéa 14(6)(c) du *Règlement 2012-75*. De plus, tous ces renseignements sont utilisés dans l'analyse stochastique exigée par les procédures de gestion des risques du régime.

Tableau 1.9 – Autres hypothèses de l'évaluation actuarielle de la politique de financement aux fins des projections des passifs actuariels et des flux monétaires futurs

31 décembre 2014			
Nouveaux entrants	Chaque participant actif est remplacé à sa cessation d'emploi, son décès ou sa retraite par un nouvel entrant, de façon à ce que la population active nette soit réduite de 1 % par année pendant un an et demeure stable pour les 19 prochaines années		
Répartition des nouveaux entrants et du salaire à l'adhésion	Âge	Répartition	Salaire moyen à l'adhésion
	25	33,3 %	39 500
	35	33,3 %	39 500
	45	33,3 %	39 500
Pourcentage d'heures travaillées	85 %		
Inflation	2,25 %		
Augmentations salariales	2,75 %		
Augmentations du MGAP	2,75 %		

Raisons justifiant les hypothèses actuarielles

La pertinence des hypothèses a été examinée à la lumière des conditions économiques et démographiques actuelles.

Inflation

Vu les hausses passées des prix à la consommation au Canada, les attentes du marché financier à l'égard des taux de rendement, les attentes à l'égard du rendement des gestionnaires de fonds, la politique monétaire de la Banque du Canada et les prévisions à long terme du Conference Board du Canada, Morneau Shepell estime que le taux d'inflation à long terme devrait se situer entre 2,00 % et 2,50 %.

Compte tenu de cette fourchette, nous avons utilisé une hypothèse d'inflation à 2,25 % par année.

Établissement du taux d'actualisation

Le tableau ci-dessous résume les facteurs qui ont été pris en compte dans l'élaboration de l'hypothèse relative au taux d'actualisation pour l'évaluation de la politique de financement.

Tableau 1.10 – Établissement du taux d’actualisation dans le cadre de l’évaluation de la politique de financement

	%
Rendement nominal prévu à long terme fondé sur les résultats de notre analyse stochastique (à l’aide de la répartition cible de l’actif à long terme, et incluant l’incidence du rééquilibrage et de la diversification)	5,62
Valeur ajoutée pour la gestion active (ne dépassant pas les frais additionnels payés pour la gestion active [estimés à 0,30 %] par rapport aux frais de gestion passive [estimés à 0,10 %])	0,20
Marge prévue pour écarts défavorables (établie au départ pour atteindre une probabilité élevée de surpasser le taux d’actualisation au cours des 20 prochaines années)	(1,02)
Frais de placement prévus payables du fonds de pension	(0,30)
Taux d’actualisation	4,50

Le rendement nominal prévu à long terme par catégorie d’actif est présenté à l’annexe C. La répartition cible de l’actif reflète les changements qui sont apportés à la suite de l’adoption du modèle de régime à risques partagés. Il convient de noter que les hypothèses quant au rendement des obligations ont été établies principalement en fonction des conditions actuelles du marché, tandis que les hypothèses quant au rendement des actions et des placements non traditionnels sont davantage fondées sur des attentes à long terme.

Frais de gestion des placements

La provision pour les frais de gestion des placements payés par le fonds de pension, tels qu’ils sont intégrés dans le taux d’actualisation, est de 0,30 % de l’actif basé sur les antécédents récents du régime et sur nos attentes des frais de gestion futurs.

Taux des augmentations salariales

Selon les tendances passées pour ce groupe, nous avons fait l’hypothèse que les augmentations salariales à long terme seront égales à 2,75 % par année, y compris les augmentations liées au rendement et aux promotions. D’après des études antérieures, les augmentations liées au rendement et aux promotions pour ce groupe ne permettent que peu de mouvement vers l’obtention d’un salaire plus élevé durant une carrière.

Mortalité

Afin de tenir compte de l’augmentation de l’espérance de vie que l’Institut canadien des actuaires a récemment confirmée dans son rapport sur la mortalité des retraités canadiens (publié le 13 février 2014), nous avons utilisé la table de mortalité CPM-2014Publ et l’échelle d’amélioration CPM-B, qui varie selon le sexe, l’âge et l’année civile. Des facteurs d’ajustement de 131,0 % pour les hommes et de 123,0 % pour les femmes ont également été appliqués à la table de mortalité pour tenir compte du niveau des prestations des retraités parmi les bénéficiaires du régime, ainsi que de la mortalité prévue des employés au sein du secteur des services médicaux et sociaux par rapport au secteur public en général. Les mêmes ajustements ont été utilisés pour d’autres participants avant et pendant leur retraite. Il s’agit de la même hypothèse relative à la mortalité que nous avons adoptée lors de l’évaluation précédente.

Les taux de mortalité présentés ci-dessus produisent l'espérance de vie des femmes et des hommes présentée dans le tableau suivant.

Tableau 1.12 – Espérance de vie des femmes et des hommes

Femmes	Espérance de vie selon l'âge, à différentes années				
Âge	2015	2020	2025	2030	2035
55	32,5	32,8	33,1	33,3	33,6
60	27,7	28,0	28,2	28,5	28,7
65	23,1	23,3	23,6	23,8	24,0
70	18,6	18,9	19,1	19,3	19,5
75	14,4	14,7	14,9	15,1	15,2
80	10,6	10,8	11,0	11,1	11,3
Hommes	Espérance de vie selon l'âge, à différentes années				
Âge	2015	2020	2025	2030	2035
55	29,8	30,2	30,5	30,7	31,0
60	25,2	25,6	25,8	26,1	26,4
65	20,7	21,1	21,4	21,6	21,8
70	16,4	16,8	17,0	17,2	17,4
75	12,4	12,7	12,9	13,1	13,3
80	8,8	9,0	9,2	9,4	9,5

Cessation d'emploi

Nous avons utilisé les mêmes taux de cessation que ceux utilisés dans l'évaluation précédente. Nous continuerons à surveiller cette hypothèse pour en évaluer le caractère raisonnable.

Taux d'augmentation du MGAP

Nous avons utilisé un taux d'augmentation de 2,75 % par année pour toutes les années. Le MGAP n'est pas touché par les considérations d'augmentation de salaire propres à ce groupe de participants au régime. Le MGAP est automatiquement mis à jour à son niveau de base révisé à la date de chaque évaluation.

Retraite

Puisque les subventions pour retraite anticipée changent pour les années de service accumulées après la date de la conversion, nous croyons que les participants commenceront lentement à reporter leur départ à la retraite au fur et à mesure que nous nous éloignerons de la date de conversion. Par conséquent, nous avons opté pour des hypothèses de retraite qui varient en fonction de l'âge des participants à la conversion et pour une dernière hypothèse de retraite pour les nouveaux participants adhérant après la conversion. On suppose qu'un participant plus jeune à la date de l'évaluation prendra sa retraite plus tard, en moyenne, qu'un participant plus âgé à la même date. Nous avons adopté cette hypothèse lors de la conversion initiale au régime à risques partagés, que nous avons conservée pour la présente évaluation. Nous continuerons à surveiller cette hypothèse pour en évaluer le bien-fondé.

Opinion sur l'évaluation de la politique de financement

À mon avis, aux fins de la section portant sur l'évaluation de la politique de financement du présent rapport :

- les données sur les participants sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables aux fins de l'évaluation;
- les hypothèses sont appropriées aux fins de l'évaluation;
- les méthodes utilisées dans l'évaluation sont appropriées aux fins de l'évaluation.

Nous avons produit le présent rapport d'évaluation de la politique de financement et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada.

Les hypothèses utilisées dans le cadre de l'évaluation de la politique de financement du présent rapport étaient raisonnables et conformes aux objectifs du régime au moment où le présent rapport a été préparé.

Le tout respectueusement soumis,



Yves Plourde, FSA, FICA

Le 30 septembre 2015

Date

Section 2 – Objectifs et procédures de gestion des risques

Réalisation des objectifs de gestion des risques

Le régime a été conçu pour réaliser ou surpasser les objectifs de gestion des risques prescrits par la LPP et le *Règlement 2012-75*. Certaines procédures ont été mises en place pour évaluer si ces objectifs peuvent être atteints compte tenu des règles de cotisation et des prestations prévues dans le cadre du régime. Ces objectifs et ces procédures sont présentés séparément ci-après, de même que les résultats de l'analyse stochastique qui sont pertinents au titre de la LPP au 31 décembre 2014.

Objectifs de gestion des risques

En vertu de la LPP, le principal objectif de gestion des risques est d'atteindre une probabilité minimale de 97,5 % que les prestations de base ne seront pas réduites sur une période de 20 ans après l'évaluation.

Cet objectif est mesuré en tenant compte des plans de gestion du financement suivants :

1. le plan de redressement du déficit de financement, exception faite de la réduction des prestations de base antérieures ou futures; et
2. le plan d'utilisation de l'excédent de financement, à l'exclusion des changements permanents dans les prestations.

Le plan de redressement du déficit de financement et le plan d'utilisation de l'excédent de financement sont décrits aux sections V et VI, respectivement, de la politique de financement.

En vertu de la LPP, la gestion des risques vise deux objectifs secondaires, à savoir :

- en moyenne, accorder une indexation conditionnelle des prestations de base (de tous les participants) qui dépasse 75 % de l'IPC sur une période de 20 ans;
- en moyenne, procurer au moins 75 % de la valeur des prestations accessoires décrites dans les documents du régime à la conversion sur une période de 20 ans.

Pour atteindre ces objectifs, les prestations de base comprennent le service supplémentaire accumulé par les participants et toute indexation conditionnelle accordée en fonction du rendement financier de chaque scénario mis à l'épreuve.

Si, dans le cadre de la mise à l'épreuve, un scénario permet d'indexer une année future donnée, le montant de l'indexation conditionnelle fait alors partie des prestations de base devant être protégées. Autrement dit, les prestations de base sont rajustées dynamiquement en fonction des résultats de l'évaluation stochastique pour chaque scénario économique mis à l'épreuve.

Procédures de gestion des risques

On mesure les objectifs de gestion des risques à l'aide d'un modèle d'appariement de l'actif et du passif avec des scénarios économiques futurs élaborés à l'aide d'une méthode stochastique.

Le modèle repose sur 2 000 scénarios économiques sur 20 ans. Ce nombre surpasse l'exigence minimale de 1 000 scénarios économiques de la LPP.

On évalue, pour chaque scénario et chaque année, la situation financière du régime. Pour chacune de ces évaluations, une décision conforme au plan de redressement du déficit de financement ou au plan d'utilisation de l'excédent de financement, selon le cas, est modélisée, compte tenu des exceptions indiquées en vertu des objectifs susmentionnés. Lorsqu'on modélise les mesures du plan de redressement du déficit de financement sur la période de 20 ans de chacun des 2 000 scénarios économiques, chacune des cinq étapes définies dans le plan de redressement du déficit de financement de la section V de la politique de financement est mise en œuvre dans l'ordre jusqu'au moment où le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du régime atteint ou excède 100 %. Un « essai de réduction des prestations » est enregistré (aux fins d'établissement de l'objectif principal de gestion des risques) lorsque l'étape 5 du plan de redressement du déficit de capitalisation de la section V de la politique de financement est déclenchée (c.-à-d. une réduction des prestations de base antérieures) à tout moment durant la période de 20 ans d'un scénario économique. Par prudence, notre modèle stochastique a également enregistré un « essai de réduction des prestations » (aux fins d'établissement de l'objectif principal de gestion des risques) lorsqu'une mesure était requise au-delà de l'étape 1. Par conséquent, l'évaluation de l'objectif principal de gestion des risques correspond à la proportion de ces 2 000 scénarios ne menant pas à une réduction des prestations de base au cours d'une période de 20 ans. Afin de réaliser l'objectif principal de gestion des risques, au moins 1 950 des 2 000 scénarios ne doivent pas déclencher un « essai de réduction des prestations » à aucun moment au cours de la période de 20 ans.

Un modèle d'appariement du passif et de l'actif faisant appel à un processus stochastique nécessite l'établissement d'un certain nombre d'hypothèses de modélisation importantes, décrites ci-dessous.

- Les hypothèses économiques sont élaborées pour chaque catégorie d'actif et pour des paramètres économiques clés, compte tenu à la fois de l'expérience antérieure, de la conjoncture économique et d'une fourchette raisonnable de données prévisionnelles. Ces hypothèses sont examinées chaque année et actualisées s'il y a lieu. Elles sont également soumises à l'approbation du surintendant des pensions. Ces hypothèses sont présentées à l'annexe C.
- Aux fins du présent rapport, on suppose que le nombre de cotisants au régime diminuera de 1,0 % pendant l'année qui suit le 31 décembre 2014, et demeurera stable par la suite pour chaque année subséquente de la période de projection. Par conséquent, on suppose que les participants qui quittent le régime, pour quelque raison que ce soit, seront remplacés par le nombre de nouveaux entrants nécessaire pour réaliser les objectifs établis selon l'hypothèse voulant que le nombre total de cotisants diminue de 1,0 % au cours de l'année suivant le 31 décembre 2014, et demeure stable par la suite pour chaque année subséquente de la période de projection. Le nombre de nouveaux entrants correspond au profil de nouveaux participants au régime attendus à l'avenir, conformément aux antécédents du régime. Le profil des nouveaux participants utilisé pour la présente analyse est détaillé dans le tableau 1.9 de la section 1 du présent rapport.

Les objectifs de gestion des risques ont été mis à l'épreuve au 31 décembre 2014, date d'effet du présent rapport. Les résultats de cette mise à l'épreuve, combinés à ceux de l'évaluation actuarielle de la politique de financement à la même date, détermineront les mesures que le conseil des fiduciaires doit prendre ou pourrait envisager, selon le cas, en vertu des dispositions de la politique de financement.

Le principal objectif de gestion des risques doit être atteint ou dépassé :

- au 1^{er} juillet 2012 (date de la conversion), et qui a été atteint selon les résultats obtenus dans le rapport d'évaluation actuarielle initiale à cette date;

- à la date à laquelle est apporté un changement permanent aux prestations, au sens du Règlement;
- à la date de bonification des prestations, au sens du Règlement; ou
- à la date d'application de rajustements des cotisations.

Les objectifs secondaires de gestion des risques doivent être atteints ou dépassés :

- au 1^{er} juillet 2012 (date de la conversion), et qui ont été atteints selon les résultats obtenus dans le rapport d'évaluation actuarielle initiale à cette date; ou
- à la date à laquelle est apporté un changement permanent aux prestations, au sens du Règlement.

Les expressions « changement permanent aux prestations » et « bonification des prestations » sont définies comme suit :

Par changement permanent aux prestations, on entend un changement ayant pour objet de modifier en permanence la formule du calcul des prestations de base ou des prestations accessoires après la date du changement, y compris un changement effectué conformément au plan d'utilisation de l'excédent de financement.

Par bonification des prestations, on entend un rajustement indexé pour des périodes antérieures ou une augmentation des autres prestations accessoires que permet la politique de financement.

Résultats de l'analyse stochastique au 31 décembre 2014

L'analyse stochastique réalisée au 31 décembre 2014 tient compte des principaux éléments suivants :

- les données sur les participants au 31 décembre 2014 résumées à l'annexe B;
- les hypothèses économiques et démographiques au 31 décembre 2014 pour l'évaluation de la politique de financement, résumées dans la section 1;
- la répartition cible de l'actif du fonds de pension résumée dans le tableau A.4 de l'annexe A;
- les hypothèses de projection stochastique, résumées à l'annexe C;
- les procédures de gestion des risques décrites précédemment;
- les dispositions du RRP SCFP résumées à l'annexe D;
- le plan de redressement du déficit de financement présenté dans la section V de la politique de financement du RRP SCFP (à l'exception de la réduction des prestations de base passées ou futures); et
- le plan d'utilisation de l'excédent de financement présenté à la section VI de la politique de financement du RRP SCFP (excluant les changements permanents apportés aux prestations).

En nous fondant sur ce qui précède, nous présentons dans le prochain tableau les résultats de l'analyse stochastique des différents objectifs de gestion des risques au 31 décembre 2014.

Tableau 2.1 – Résultats de l'analyse stochastique des différents objectifs de gestion des risques

Objectif de gestion des risques	Objectif en vertu de la LPP	Résultat pour le RRP SCFP au 31 décembre 2014	
		Sans transfert FacilicorpNB	Avec transfert FacilicorpNB
Objectif principal [Règlement 7(1)] - Atteindre une probabilité minimale de 97,5 % qu'à la fin de chaque année les prestations de base antérieures ne seront pas réduites sur une période de 20 ans	97,5%	99,85 % ATTEINT	99,85 % ATTEINT
Objectif secondaire 1 [Règlement 7(3)(a)] - L'indexation conditionnelle attendue des prestations de base des participants actifs pour les années de service précédant la date de la conversion doit, en moyenne sur la prochaine période de 20 ans, excéder 75 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation; ou L'indexation conditionnelle attendue des prestations de base des retraités et des participants ayant droit à une pension acquise différée pour le service rendu avant la date de la conversion doit, en moyenne sur la prochaine période de 20 ans, excéder 75 % des rajustements indexés précisés dans le régime de pension immédiatement avant qu'il ne soit converti en un régime à risques partagés (c.-à-d. 2,0 % par année).	Nous avons estimé que l'effet combiné de l'objectif secondaire 1 pour les participants actifs, les retraités et les participants avec pension acquise différée doit représenter une indexation moyenne de 71,2 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC). Remarque : Il s'agit du taux moyen pondéré de 75 % de l'IPC pour les participants actifs et de 66 % de l'IPC pour les retraités et les participants avec pension acquise différée (75 % de 2,0 % par rapport au taux supposé de 2,25 % de l'IPC).	94,7 % de l'augmentation supposée de l'IPC ATTEINT	93,9 % de l'augmentation supposée de l'IPC ATTEINT
Objectif secondaire 2 [Règlement 7(3)(b)] – Le montant des prestations accessoires (autre que l'indexation conditionnelle) que l'on s'attend à accorder doit, en moyenne sur la prochaine période de 20 ans, dépasser 75 % de la valeur des prestations accessoires précisées dans le texte du régime.	75 % de la valeur des prestations accessoires seront accordés	Égal ou supérieur à 99,85 % (voir la remarque ci-dessous) ATTEINT	Égal ou supérieur à 99,85 % (voir la remarque ci-dessous) ATTEINT

Remarque : La politique de financement prévoit seulement la réduction d'un type de prestations accessoires conformément aux étapes 2 et 3 du plan de redressement du déficit de financement. Il s'agit du remplacement des réductions pour retraite anticipée pour les services rendus après la date de conversion au titre de l'étape 2, et pour les services rendus avant la date de conversion au titre de l'étape 3, par une réduction actuarielle complète pour les participants qui ne sont pas encore admissibles à une pension immédiate. Afin de simplifier l'analyse stochastique et de demeurer prudent, chaque fois qu'une mesure est requise après l'étape 1 (hausse des cotisations), elle déclenche un « scénario de réduction des prestations » dans le but d'atteindre le principal objectif de gestion des risques. Par conséquent, on s'attend en moyenne à ce que le résultat de l'objectif secondaire 2 ci-dessus excède le résultat de 99,85 % du principal objectif de gestion des risques, bien au-delà du taux minimal de 75 % exigé en vertu de la LPP.

Section 3 – Évaluation sur base de permanence

L'évaluation actuarielle sur base de permanence a été effectuée conformément au paragraphe 14(1) du *Règlement 2012-75* de la LPP du Nouveau-Brunswick afin de déterminer le montant maximal des cotisations de l'employeur admissibles au RRP SCFP conformément au paragraphe 147.2(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada (la « LIR ») et de fournir l'opinion actuarielle requise.

Les résultats de l'évaluation actuarielle sur base de permanence présentés dans cette section sont fondés sur les renseignements sur l'actif qui se trouvent à l'annexe A, sur les données des participants de l'annexe B et sur les dispositions du régime résumées à l'annexe D. Les méthodes et les hypothèses utilisées dans l'évaluation sur base de permanence sont présentées ci-après.

Niveau de provisionnement sur base de permanence

Le niveau de provisionnement du RRP SCFP sur base de permanence est établi en comparant la valeur actuarielle de l'actif au passif actuariel. La provision actuarielle est fondée sur les prestations accumulées jusqu'à la date d'évaluation en supposant que le régime se poursuive indéfiniment. Le niveau de provisionnement comporte également une provision pour les indexations futures au coût de la vie accordées par les fiduciaires conformément aux dispositions du régime et à la politique de financement. Ce type de provision est acceptable en vertu de l'alinéa 147.2(2)(c) de la LIR.

Le tableau suivant présente le niveau de provisionnement sur base de permanence au 31 décembre 2014 ainsi que les résultats comparatifs de la dernière évaluation sur base de permanence effectuée au 1^{er} juillet 2012.

Tableau 3.1 – Niveau de provisionnement sur base de permanence

	31 décembre 2014	1 ^{er} juillet 2012
	\$	\$
Valeur marchande de l'actif		
<ul style="list-style-type: none"> • Juste valeur marchande de l'actif (y compris les comptes débiteurs et les comptes créditeurs) 	677 709 000	466 884 000
Passif actuariel sur base de permanence		
<ul style="list-style-type: none"> • Participants actifs • Participants dont l'emploi a pris fin et participants suspendus • Retraités et bénéficiaires • Remboursements en suspens • Passif actuariel total selon l'évaluation sur base de permanence 	622 360 000 61 644 000 525 975 000 1 062 000 1 211 041 000	552 827 000 10 542 000 402 739 000 2 526 000 968 634 000
Excédent (déficit actuariel) selon l'évaluation sur base de permanence	(533 332 000)	(501 750 000)
Coefficient de capitalisation sur base de permanence	56,0 %	48,2 %

Analyse de sensibilité sur base de permanence

Conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires, les rapports d'évaluation doivent divulguer la sensibilité du passif du régime aux changements apportés à l'hypothèse des taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence d'une diminution de 1 % du taux d'actualisation sur le passif actuariel sur base de permanence. À l'exception du taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses et méthodes utilisées pour cette évaluation ont été maintenues.

Tableau 3.2 – Sensibilité du passif actuariel sur base de permanence

	31 décembre 2014	Taux d'actualisation réduit de 1 %
	\$	\$
Passif actuariel		
• Participants actifs	622 360 000	777 832 000
• Participants dont l'emploi a pris fin et participants suspendus	61 644 000	77 563 000
• Retraités et bénéficiaires	525 975 000	585 795 000
• Remboursements en suspens	1 062 000	1 062 000
• Total	1 211 041 000	1 442 252 000
Augmentation du passif actuariel		231 211 000

Coût d'exercice résiduel sur base de permanence

Le tableau ci-dessous résume le coût d'exercice résiduel estimatif des prestations de pension acquises au cours des 12 mois suivant la date d'évaluation sur base de permanence, ainsi que le même type de données obtenues lors de la dernière évaluation sur base de permanence au 1^{er} juillet 2012.

Tableau 3.3 – Coût d'exercice résiduel sur base de permanence

	Au 31 décembre 2014				Au 1 ^{er} juillet 2012	
	Sans transfert FacilicorpNB		Avec transfert FacilicorpNB			
	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale
Coût d'exercice total	57 645 000	17,2	57 057 000	17,2	50 154 000	16,0
Moins les cotisations des participants	30 216 000	9,0	29 925 000	9,0	28 215 000	9,0
Coût d'exercice résiduel	27 429 000	8,2	27 132 000	8,2	21 939 000	7,0
Total de la masse salariale annualisée	335 731 000		332 498 000		313 498 000	

Analyse de sensibilité du coût d'exercice résiduel sur base de permanence

Le tableau ci-dessous illustre l'effet sur le coût d'exercice résiduel de l'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 1 % à celui retenu pour l'évaluation sur base de permanence. Toutes les autres hypothèses et méthodes utilisées dans cette évaluation ont été maintenues.

Tableau 3.4 – Sensibilité du coût d'exercice résiduel sur base de permanence

	Sans transfert FacilicorpNB				Avec transfert FacilicorpNB			
	Au 31 décembre 2014		Taux d'actualisation réduit de 1 %		Au 31 décembre 2014		Taux d'actualisation réduit de 1 %	
	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale	\$	% de la masse salariale
Coût d'exercice total	57 645 000	17,2	76 513 000	22,8	57 057 000	17,2	75 743 000	22,8
Moins les cotisations des participants	30 216 000	9,0	30 216 000	9,0	29 925 000	9,0	29 925 000	9,0
Coût d'exercice résiduel	27 429 000	8,2	46 297 000	13,8	27 132 000	8,2	45 818 000	13,8
Augmentation du coût d'exercice résiduel			18 868 000	5,6			18 686 000	5,6

Montant maximal des cotisations admissibles de l'employeur en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu

Le montant maximal des cotisations admissibles de l'employeur en vertu de la LIR correspond à la somme du coût d'exercice résiduel et du montant le plus élevé entre le déficit actuariel sur base de permanence et le déficit de liquidation hypothétique. Dans le cas d'un régime à risques partagés, le déficit de liquidation hypothétique sera généralement nul. Toutefois, la disposition anti-évitement de l'article 16 du *Règlement 2012-75* peut être déclenchée si une liquidation survient au cours des cinq premières années suivant la conversion du régime à risques partagés. Aux fins du calcul du montant maximal des cotisations admissibles de l'employeur, nous n'avons pas tenu compte du déficit de liquidation hypothétique qu'il pourrait y avoir au cours des cinq premières années suivant la conversion.

Selon les méthodes et les hypothèses énoncées dans le présent rapport, et en supposant que le transfert des participants de FacilicorpNB au RRPSP n'a pas lieu, le montant maximal des cotisations admissibles de l'employeur pour l'année suivant le 31 décembre 2014 est de 560 761 000 \$ (ce qui représente un coût d'exercice résiduel de 27 429 000 dollars et un déficit actuariel sur base de permanence de 533 332 000 dollars). Par contre, si la totalité des participants de FacilicorpNB adhèrent définitivement au RRPSP à compter du 1^{er} octobre 2015, le montant maximal des cotisations admissibles de l'employeur pour l'année suivant le 31 décembre 2014 est de 560 464 000 \$ (ce qui représente un coût d'exercice résiduel de 27 132 000 dollars et un déficit actuariel sur base de permanence de 533 332 000 dollars).

Lorsque nous répartissons le déficit actuariel sur base de permanence au cours des trois prochaines années (période pendant laquelle la présente évaluation sur base de permanence est valide en vertu de la LPP), le

montant maximal des cotisations admissibles de l'employeur pour les trois années suivant le 1^{er} janvier 2015 (sans les intérêts et les augmentations salariales) correspond aux montants présentés dans le tableau suivant.

Tableau 3.5 – Montant maximal des cotisations admissibles de l'employeur réparti sur trois ans

Année suivant le	Déficit actuariel sur base de permanence	Sans transfert FacilicorpNB			Avec transfert FacilicorpNB		
		Coût d'exercice résiduel	Total		Coût d'exercice résiduel	Total	
	\$	\$	\$	% de la masse salariale	\$	\$	% de la masse salariale
31 décembre 2014	177 777 000	27 429 000	205 206 000	61,1 %	27 132 000	204 909 000	61,6 %
31 décembre 2015	177 777 000	27 429 000	205 206 000	61,1 %	27 132 000	204 909 000	61,6 %
31 décembre 2016	177 777 000	27 429 000	205 206 000	61,1 %	27 132 000	204 909 000	61,6 %

Selon ce qui précède, les cotisations obligatoires de l'employeur au titre des dispositions du régime de 10,1 % de la masse salariale sont des cotisations admissibles en vertu de la LIR. De plus, si les cotisations de l'employeur augmentent à 10,6 % de la masse salariale, comme l'exige la politique de financement si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur 15 ans descend sous la barre des 100 % pendant deux années consécutives, ces cotisations de l'employeur plus élevées seraient aussi des cotisations admissibles en vertu de la LIR jusqu'à la date de la prochaine évaluation sur base de permanence prévue au plus tard au 31 décembre 2017.

Méthodes actuarielles de l'évaluation sur base de permanence

La méthode d'évaluation de l'actif et la méthode d'évaluation actuarielle utilisées pour l'évaluation sur base de permanence sont identiques à la méthode d'évaluation de l'actif et à la méthode d'évaluation actuarielle utilisées pour l'évaluation de la politique de financement. Les hypothèses de l'évaluation sur base de permanence sont aussi identiques, à l'exception de celle de l'ajout d'une provision pour les indexations futures au coût de la vie.

Taux d'actualisation

Afin de créer un équilibre entre le besoin de capitaliser de manière sécuritaire et responsable les prestations projetées et l'obligation de l'ARC de surveiller les répercussions d'hypothèses hyper prudentes, nous avons développé une méthodologie pour déterminer le taux d'actualisation qui, selon nous, permettra de créer l'équilibre entre ces deux préoccupations. Le taux d'actualisation choisi est établi en utilisant le rendement nominal que la répartition de l'actif à long terme du RRP SCFP pourrait générer au cours des 20 prochaines années au moins les 2/3 du temps, moins 1,0 % (pour tenir compte des marges pour écarts défavorables, le cas échéant, et de tous les frais devant être payés par le fonds de pension), sous réserve que le taux d'actualisation de l'évaluation sur base de permanence ne peut être inférieur à celui de l'évaluation de la politique de financement. On en arrive donc à un taux d'actualisation net de 4,50 % par année, ce qui correspond au même taux d'actualisation que celui utilisé dans l'évaluation de la politique de financement. Dans l'évaluation sur base

de permanence précédente au 1^{er} juillet 2012, un taux d'actualisation de 4,85 % par année avait été utilisé au moment d'appliquer la même méthodologie.

Indexation conditionnelle prévue sur les pensions constituées et les pensions en cours de versement

Une provision pour les indexations futures au coût de la vie sur le montant des pensions constituées des participants actifs et des participants avec pension acquise différée ayant quitté le régime, et sur le montant des pensions actuelles et futures est constituée. Cette provision répond aux exigences de l'alinéa 147.2(2)(c) de la LIR.

La politique de financement énonce clairement que les prestations escomptées (prestations visées) correspondent aux prestations calculées à l'aide d'une formule fondée sur la moyenne des gains des cinq (5) années les mieux rémunérées, avec une indexation annuelle fixe de 2 % pendant la retraite; il s'agit de la même formule qu'avant la conversion. Bien que cette indexation ne soit nullement garantie, le niveau des cotisations a été fixé de façon à ce que les chances que cette situation (prestations visées) se produise soient élevées.

Par conséquent, conformément la LPP, nous avons effectué une évaluation sur base de permanence en fonction des prestations escomptées, qui permettrait l'indexation des pensions constituées avant la retraite présumée à 2,75 % par année (semblable à l'hypothèse d'augmentation salariale à long terme utilisée dans notre évaluation actuarielle de la politique de financement) et pendant la retraite à 2,25 % par année (ce qui reflète l'hypothèse d'inflation de notre évaluation de la politique de financement).

Autres hypothèses actuarielles sur base de permanence

Toutes les autres hypothèses de notre évaluation sur base de permanence sont identiques aux hypothèses utilisées dans l'évaluation actuarielle de la politique de financement présentée dans le tableau 1.8 de la section 1 du présent rapport, et la logique sous-tendant le choix de ces hypothèses s'applique aussi à l'évaluation sur base de permanence.

Les autres hypothèses présentées dans le tableau 1.9 de la section 1 ne sont pas nécessaires aux fins de l'évaluation actuarielle sur base de permanence et, par conséquent, elles ne s'appliquent pas.

Tout écart entre l'expérience réelle et ces hypothèses se traduira par des gains ou des pertes qui seront révélés lors des évaluations actuarielles futures sur base de permanence.

Opinion sur l'évaluation sur base de permanence

À mon avis, aux fins de la section portant sur l'évaluation sur base de permanence du présent rapport :

- les données sur les participants sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables aux fins de l'évaluation;
- les hypothèses sont appropriées aux fins de l'évaluation;
- les méthodes utilisées dans l'évaluation sont appropriées aux fins de l'évaluation.

J'ai produit le présent rapport d'évaluation sur base de permanence et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada.

Les hypothèses utilisées dans l'évaluation sur base de permanence étaient raisonnables au moment où le présent rapport a été préparé.

Le tout respectueusement soumis,



Yves Plourde, FSA, FICA

Le 30 septembre 2015

Date

Section 4 – Évaluation de liquidation hypothétique

Dans le cas d'une évaluation de liquidation hypothétique, on suppose que le régime est liquidé à la date de l'évaluation et les prestations des participants sont calculées à cette date. Bien que ce type d'évaluation ne soit pas nécessaire en vertu de la Partie 2 de la *Loi sur les prestations de pension* du Nouveau-Brunswick pour un régime à risques partagés, il est stipulé dans les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires qu'un rapport d'évaluation actuarielle doit fournir de l'information sur la liquidation hypothétique.

Le paragraphe 16(3) du *Règlement 2012-75* de la *Loi sur les prestations de pension* stipule que si un régime à risques partagés est liquidé dans les cinq ans suivant la date de conversion par les personnes qui l'ont mis sur pied, la conversion est annulée et le régime est liquidé comme un régime à prestations déterminées, conformément à la Partie 1 de la LPP.

En effectuant l'évaluation de liquidation hypothétique au 31 décembre 2014, nous avons retenu l'hypothèse que la conversion sera nulle et que le régime sera liquidé au 31 décembre 2014, conformément aux règles de la Partie 1 de la LPP.

Nous avons évalué le passif de liquidation à l'aide de taux d'actualisation conformes aux exigences de la LPP du Nouveau-Brunswick pour la liquidation de régimes en vertu de la Partie 1. Selon la LPP, les prestations versées à la liquidation à chaque participant ne doivent pas être inférieures au coût de l'achat d'une rente pour le participant en question. Par conséquent, nous avons suivi les recommandations de l'Institut canadien des actuaires relativement au coût estimatif de l'achat de rentes pleinement indexées au 31 décembre 2014.

Niveau de provisionnement selon l'approche de liquidation hypothétique

Le niveau de provisionnement selon l'approche de liquidation hypothétique du scénario présenté précédemment, y compris les résultats de la plus récente évaluation de liquidation hypothétique, est détaillé dans le tableau suivant.

Tableau 3.1 – Niveau de provisionnement selon l’approche de liquidation hypothétique du régime

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
	\$	\$
Actif		
• Valeur marchande de l’actif	677 709 000 \$	598 595 000 \$
• Provision pour frais de liquidation	(1 500 000)	(1 500 000)
• Total	676 209 000	597 095 000
Passif actuariel selon l’approche de liquidation hypothétique		
• Participants actifs	956 457 000	738 547 000
• Participants dont l’emploi a pris fin et participants suspendus	92 859 000	63 687 000
• Retraités et bénéficiaires	600 192 000	497 546 000
• Remboursements en suspens	1 062 000	509 000
• Passif actuariel total selon l’approche de liquidation hypothétique	1 650 570 000	1 300 289 000
Actif moins passif selon l’approche de liquidation hypothétique	(974 361 000)	(703 194 000)

Le niveau de provisionnement selon l’approche de liquidation hypothétique est fourni à titre indicatif. La LPP ne stipule pas que le déficit de liquidation hypothétique du RRP SCFP doit être capitalisé si ce dernier n’est pas liquidé.

Analyse de sensibilité selon l’approche de liquidation hypothétique

Conformément aux normes de pratique de l’Institut canadien des actuaires, les rapports d’évaluation doivent divulguer la sensibilité du passif du régime aux changements apportés à l’hypothèse des taux d’actualisation. Le tableau ci-dessous illustre l’effet sur le passif actuariel de l’utilisation de taux d’actualisation inférieurs de 1 % aux taux retenus pour l’évaluation selon l’approche de liquidation hypothétique. Toutes les autres hypothèses et méthodes utilisées dans cette évaluation ont été maintenues.

Tableau 3.2 – Sensibilité du passif actuariel selon l’approche de liquidation hypothétique

	31 décembre 2014	Taux d’actualisation réduit de 1 %
	\$	\$
Passif actuariel		
• Participants actifs	956 457 000	1 179 024 000
• Participants dont l’emploi a pris fin et participants suspendus	92 859 000	116 091 000
• Retraités et bénéficiaires	600 192 000	676 049 000
• Remboursements en suspens	1 062 000	1 062 000
• Total	1 650 570 000	1 972 226 000
Augmentation du passif actuariel		321 656 000

Coût supplémentaire selon l’approche de liquidation hypothétique

Ce coût représente la valeur actualisée de la variation totale prévue dans le passif actuariel du 31 décembre 2014 au 31 décembre 2015, rajustée pour tenir compte des prestations à verser entre les deux évaluations. Au 31 décembre 2014, ce coût supplémentaire est estimé à 141 547 000 dollars.

Méthode d’évaluation de l’actif selon l’approche de liquidation hypothétique

L’actif de liquidation est égal à la valeur marchande de l’actif moins une provision pour les frais de liquidation. Cette méthode est la même que celle utilisée lors de la dernière évaluation.

Méthode d’évaluation actuarielle selon l’approche de liquidation hypothétique

Le passif actuariel selon l’approche de liquidation hypothétique est déterminé à l’aide de la méthode actuarielle de répartition des prestations constituées. Ce passif est égal à la valeur actuarielle actualisée de toutes les prestations constituées par les participants pour les années de service antérieures à la date d’évaluation, en supposant que le régime est liquidé à la date d’évaluation. Cette méthode est la même que celle utilisée lors de la dernière évaluation.

Aux fins de l’évaluation, pour déterminer l’admissibilité aux prestations et pour toutes autres fins, l’âge utilisé est l’âge à l’anniversaire le plus près. Cette méthode est la même que celle utilisée lors de la dernière évaluation.

Hypothèses actuarielles selon l’approche de liquidation hypothétique

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l’évaluation actuarielle selon l’approche de liquidation hypothétique sont celles prescrites par la LPP.

Bien que l’ancien régime SCFP n’ait pas été assujéti à la LPP avant d’être converti en RRP SCFP, en l’absence de directives particulières contraires à l’ancien régime SCFP, nous avons évalué le passif actuariel selon l’approche de liquidation hypothétique en utilisant des taux d’actualisation conformes aux exigences de la LPP si le régime devait être liquidé. La LPP stipule que les prestations versées à chaque participant à la liquidation ne doivent pas être inférieures au coût d’achat d’une pension pour le participant en question. Par conséquent, nous avons suivi

les recommandations de l'Institut canadien des actuaires relativement au coût estimatif de l'achat de rentes au 31 décembre 2014. Si, conformément à la *section 3500 – valeur actualisée des rentes* de la norme de pratique de l'Institut canadien des actuaires, les taux de valeur actualisée établissaient des prestations plus élevées pour les participants non admissibles à la retraite, ces taux étaient utilisés. Nous avons rajusté les taux susmentionnés selon le taux fixe d'indexation de 2,0 % par année au titre de l'ancien régime SCFP afin d'obtenir un taux net pour l'évaluation.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation actuarielle selon l'approche de liquidation sont résumées dans le tableau suivant. À moins d'indication contraire, tous les taux et pourcentages indiqués sont annualisés. Les taux indiqués entre parenthèses représentent les taux nets après avoir tenu compte de la majoration de 2 % par année des pensions offertes par l'ancien régime SCFP.

Tableau 3.3 – Hypothèses actuarielles selon l'approche de liquidation hypothétique

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Taux d'intérêt		
<ul style="list-style-type: none"> Taux d'intérêt pour les participants actifs et les participants avec pension acquise différée de moins de 55 ans 	2,82 % (0,80 % net) par année, ou 2,4 % (0,39 % net) pendant 10 ans, 3,7 % (1,67 % net) par année par la suite	3,93 % (1,89 % net) par année; ou 3,1 % (1,07 % net) pendant 10 ans, et 4,6 % (2,55 % net) par année par la suite
<ul style="list-style-type: none"> Taux d'intérêt pour tous les autres participants 	2,82 % (0,80 % net)	3,93 % (1,89 % net)
Augmentations salariales	Aucune	Aucune
Mortalité	Table de mortalité générationnelle UP94 selon l'échelle AA	Table de mortalité générationnelle UP94 selon l'échelle AA
Cessation de participation	Aucune	Aucune
Frais de liquidation	1 500 000 \$	1 500 000 \$
Retraite	Âge auquel la valeur de la pension est maximisée	Âge auquel la valeur de la pension est maximisée

Une provision a été établie pour les frais administratifs, actuariels et juridiques qui seraient engagés si le régime était liquidé en tout ou en partie. Aucune provision n'a été prévue pour les frais qui pourraient être engagés pour résoudre les questions relatives au surplus ou au déficit à la liquidation du régime ou pour les coûts relatifs à l'actif qui ne peut être réalisé facilement.

L'Institut canadien des actuaires (ICA) recueille annuellement des données auprès de compagnies d'assurance et, chaque année, établit les taux d'intérêt à utiliser pour estimer le coût des rentes collectives à prime unique dans les évaluations de liquidation hypothétique. Pour les retraités, les participants actifs et les participants avec pension acquise différée admissibles à la retraite immédiate à la date de l'évaluation, le taux d'intérêt utilisé dans la présente évaluation de liquidation hypothétique est une estimation du taux qui serait utilisé par les compagnies d'assurance lors de l'établissement du prix d'une rente collective à prime unique pour les rentiers déjà retraités, en fonction des taux suggérés pour ces rentiers publiés par l'ICA.

Le taux d'actualisation utilisé pour les participants actifs et les participants avec pension acquise différée non admissibles à la retraite immédiate correspond au taux suggéré par l'ICA, à titre d'estimation appropriée du coût des pensions différées fondé sur les données de l'enquête menée auprès de compagnies d'assurance.

Tout écart entre l'expérience réelle et ces hypothèses se traduira par des gains ou des pertes, qui seront révélés lors de futures évaluations actuarielles de liquidation hypothétique.

Scénario de terminaison

Le scénario de terminaison retenu aux fins de l'évaluation selon l'approche de liquidation hypothétique repose sur les hypothèses suivantes :

- la liquidation ne résulterait pas de l'insolvabilité de l'employeur;
- tous les éléments d'actif pourraient être réalisés à la valeur marchande indiquée aux états financiers;
- la conversion au RRP SCFP serait annulée, et le régime de pension serait liquidé en vertu de la Partie 1 de LPP.

Marge pour écarts défavorables

Conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires, les hypothèses de liquidation hypothétique ne prévoient pas de marge pour les écarts défavorables.

Provision pour frais

Une provision fondée sur des données suffisantes et fiables a été gardée pour les frais administratifs, actuariels et juridiques payables si le régime avait été liquidé. On a supposé que les dates de liquidation, de calcul et de règlement coïncident; les frais liés à l'examen de la politique de placement, les frais liés aux placements et les frais de garde n'ont donc pas été pris en compte. Les coûts pouvant être engagés relativement à un surplus ou un déficit à la liquidation du régime n'ont pas été considérés. Le montant correspondant aux frais n'est qu'une estimation et peut être très différent des frais réels engagés à la liquidation du régime, en cas de litige ou de faillite de l'employeur.

Coût supplémentaire selon l'approche de liquidation hypothétique

La méthode utilisée pour calculer le coût supplémentaire selon l'approche de liquidation hypothétique peut être décrite ainsi :

1. valeur actualisée des prestations prévues du 31 décembre 2014 au 31 décembre 2015, escomptée au 31 décembre 2014;
plus
2. passif actuariel projeté selon l'approche de liquidation hypothétique au 31 décembre 2015, escompté au 31 décembre 2014;
moins
3. passif actuariel selon l'approche de liquidation hypothétique au 31 décembre 2014.

Événements subséquents

Le 15 juin 2015, le Conseil des normes actuarielles promulguait l'utilisation de la table de mortalité des retraités canadiens de 2014 (CPM2014), combinée à l'échelle d'amélioration CPM B, pour calculer la valeur actualisée des pensions, à compter du 1^{er} octobre 2015. Le présent rapport ne tient pas compte de l'incidence de l'utilisation de la table CPM2014 et de l'échelle CPM-B dans le calcul de la valeur actualisée des pensions à des fins de liquidation hypothétique, mais les prochains rapports en tiendront compte.

Opinion sur l'évaluation selon l'approche de liquidation hypothétique

À mon avis, aux fins de la section portant sur l'évaluation selon l'approche de liquidation hypothétique du présent rapport :

- les données sur les participants sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables aux fins de l'évaluation;
- les hypothèses sont appropriées aux fins de l'évaluation;
- les méthodes utilisées dans l'évaluation sont appropriées aux fins de l'évaluation.

Nous avons produit le présent rapport d'évaluation selon l'approche de liquidation hypothétique et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada.

Les hypothèses utilisées dans l'évaluation selon l'approche de liquidation hypothétique étaient raisonnables au moment où le présent rapport a été préparé.

Le tout respectueusement soumis,


Yves Plourde, FSA, FICA

Le 30 septembre 2015

Date

Annexe A – Actif

Description de l'actif du régime

L'actif du régime est investi dans un fonds en fiducie, et RBC Services aux investisseurs est le dépositaire de l'actif du fonds de pension.

État de la valeur marchande

Le tableau suivant montre la répartition de l'actif au 31 décembre 2014 et, à titre comparatif, la répartition au 31 décembre 2013 extraite de l'ancienne évaluation actuarielle du régime.

Tableau A.1 – Valeur marchande de l'actif

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Placements		
• Actions canadiennes	116 905 646 \$	117 221 550 \$
• Actions étrangères	184 330 701	171 879 920
• Titres à revenu fixe	330 436 401	279 277 058
• Titres immobiliers	25 807 179	5 322 709
• Produits dérivés	(822 183)	(622 397)
• Titres à court terme	16 840 189	16 638 709
• Montants nets à recevoir	4 211 354	8 877 646
Total de l'actif	677 709 287 \$	598 595 195 \$

Évolution de l'actif du régime

Le tableau ci-après montre l'évolution de l'actif du régime détenu par RBC Services aux investisseurs (le dépositaire) durant la période comprise entre les deux évaluations actuarielles, basée sur les valeurs marchandes. Le rapprochement du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 provient des états financiers non audités émis par le service des Ressources humaines pour l'année civile 2014 complète.

Tableau A.2 – Rapprochement des éléments de l'actif

	2014
Actif au début de l'année	598 595 195 \$
Rentrées de fonds	
• Cotisations et transferts	60 598 120
• Revenus de placement plus accroissement et dépréciation réalisés et non réalisés du capital	59 463 375
Total des rentrées de fonds	120 061 495
Débours	
• Pensions versées et remboursements	37 227 075
• Dépenses (frais)	3 720 328
Total des débours	40 947 403
Actif à la fin de l'année	677 709 287 \$

Rendement de l'actif

Les taux de rendement annuels obtenus sur l'actif du RRP SFCP, déduction faite de tous les frais de gestion des placements imputés au fonds de pension, sont les suivants, selon nos calculs qui supposent que les flux monétaires ont eu lieu au milieu de la période.

Tableau A.3 – Rendement net des placements

Année	Taux de rendement
2014	9,44 %
2013	13,24 %

Valeur actuarielle de l'actif

Nous avons utilisé la valeur marchande de l'actif (incluant les comptes débiteurs et créditeurs) sans rajustement. La valeur actuarielle de l'actif au 31 décembre 2014 était de 677 709 000 dollars.

Répartition cible de l'actif du régime à risques partagés

L'énoncé des politiques et des objectifs de placement pour le RRP SCFP définit la répartition cible de l'actif à long terme qui suit.

Tableau A.4 – Répartition cible de l'actif

	Répartition cible
Catégorie d'actif	
• Titres à revenu fixe – Obligations canadiennes de l'indice universel (OCIU)	10,0 %
• Titres à revenu fixe – Obligations canadiennes à long terme (OCLT)	30,0 %
• Titres à revenu fixe – Obligations américaines à rendement élevé (OARE)	7,5 %
• Titres à revenu fixe – Obligations gouvernementales d'un indice mondial (OGIM)	7,5 %
• Actions canadiennes (A Can)	10,0 %
• Actions étrangères (AE)	15,0 %
• Titres immobiliers (TI)	10,0 %
• Infrastructure (I)	10,0 %
Total	100,0 %

Cette répartition cible de l'actif a servi à définir l'hypothèse du taux d'actualisation du régime et à effectuer l'analyse stochastique requise en vertu de la LPP pour évaluer les divers objectifs de gestion des risques.

Annexe B – Données sur les participants

Description des données sur les participants

Nous avons obtenu les données sur les participants au régime du système PIBA maintenu par la Division des pensions et avantages sociaux du Bureau des ressources humaines. Les données ont été fournies en date du 31 décembre 2014.

Les données ont été appariées et rapprochées avec celles fournies pour l'évaluation précédente au 31 décembre 2013. Des vérifications de base ont été effectuées pour s'assurer que les données sur l'âge, le salaire, les services et les pensions constituées étaient raisonnables aux fins de l'évaluation et pour vérifier leur exactitude, leur intégralité et leur cohérence par rapport aux données antérieures.

Les données sur les pensions constituées des participants dont l'emploi a pris fin et des participants suspendus n'incluaient pas l'indexation applicable de la date de cessation de participation à la date de conversion du régime. Les pensions constituées exactes pour les années de service précédant la conversion aux fins de l'évaluation ont été calculées pour ces groupes à l'aide des données sur les pensions constituées générées et indexées avant la retraite au moyen d'une date fournie par le Bureau des ressources humaines.

Résumé de la participation au régime

Les tableaux ci-après ont été préparés à partir des données provenant de la Division des pensions et avantages sociaux sur les participants actifs, les retraités et les anciens participants. Les pensions constituées pour tous les participants, versées ou non, tiennent compte du rajustement au coût de la vie accordé par le conseil des fiduciaires au 1^{er} janvier 2015.

Voici le contenu de chacun de ces tableaux.

- B.1 Résumé de la participation au régime
- B.2 Évolution de la participation au régime
- B.3 Répartition des participants actifs selon l'âge et les années de service au 31 décembre 2014
- B.4 Répartition des retraités et des bénéficiaires selon l'âge au 31 décembre 2014
- B.5 Répartition des participants dont l'emploi a pris fin et des participants suspendus selon l'âge au 31 décembre 2014

Tableau B.1 – Résumé de la participation au régime

	31 décembre 2014		31 décembre 2013
	Participants de FacilicorpNB	Tous les autres participants	Total
Participants actifs ¹			
• Nombre	337	8 197	8 191
• Total de la masse salariale couverte ³	12 240 000 \$	324 732 000 \$	322 780 000 \$
• Salaire moyen	36 321 \$	39 616 \$	39 407 \$
• Âge moyen	48,1 ans	44,7 ans	44,8 ans
• Pension viagère constituée moyenne	6 274 \$	4 406 \$	4 322 \$
• Prestation de raccordement constituée moyenne	2 606 \$	1 704 \$	1 719 \$
• Service reconnu moyen	11,7 ans	7,7 ans	7,8 ans
Participants dont l'emploi a pris fin et participants suspendus			
• Nombre		1 282	1 186
• Pension viagère annuelle moyenne		2 929 \$	2 704 \$
• Prestation de raccordement annuelle moyenne ²		1 113 \$	1 044 \$
• Âge moyen		44,0 ans	43,9 ans
Retraités et bénéficiaires			
• Nombre		3 288	3 125
• Pension viagère annuelle moyenne		9 723 \$	9 508 \$
• Prestation de raccordement annuelle moyenne ²		5 186 \$	5 229 \$
• Âge moyen		69,7 ans	69,5 ans

¹ Les données incluent tous les participants qui cotisent activement à la date d'évaluation. Les participants qui ne cotisent pas, comme les employés en congé, les participants qui ont signé un accord intraprovincial ou qui sont suspendus, ont été comptabilisés dans le groupe des participants dont l'emploi a pris fin et des participants suspendus.

² Moyenne pour ceux ayant droit à une prestation de raccordement ou qui en reçoivent une.

³ Masse salariale totale estimative pour les employés cotisant activement, en tenant compte du pourcentage d'heures travaillées à temps plein par employé pour les employés à temps partiel.

Tableau B.2 – Évolution de la participation au régime

	Participants actifs	Participants dont l'emploi a pris fin et participants suspendus	Retraités et bénéficiaires	Total
Participants au 31 décembre 2013	8 191	1 186	3 125	12 502
Nouveaux participants	812	-	-	812
Départ à la retraite	(188)	(31)	219	-
Participants de retour à la vie active	342	(342)	-	-
Nouveaux participants suspendus	(518)	518	-	-
Cessations				
• participants avec pension acquise différée	-	-	-	-
• prestations versées	(45)	(23)	-	(68)
• remboursements en suspens	(55)	(21)	-	(76)
Décès				
• sans prestation au survivant	(5)	(5)	(56)	(66)
• avec prestation au survivant	-	-	(3)	(3)
Nouvelles pensions aux survivants	-	-	3	3
Périodes de versement garanti terminées	-	-	-	-
Rajustement des données	-	-	-	-
Participants au 31 décembre 2014	8 534	1 282	3 288	13 104

Tableau B.3 – Répartition des participants actifs selon l'âge et les années de service au 31 décembre 2014 (y compris les participants de FacilicorpNB)

Années de service		Moins de 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	De 35 à 39 ans	De 40 à 44 ans	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	60 ans et plus	Total
De 0 à 4	Nombre	272	621	582	589	550	507	460	318	204	4 103
	Salaire moyen	36 927 \$	38 309 \$	37 000 \$	36 649 \$	35 748 \$	35 116 \$	34 185 \$	33 405 \$	32 255 \$	35 912 \$
	Pension moyenne	684 \$	1 157 \$	1 275 \$	1 241 \$	1 236 \$	1 171 \$	1 189 \$	1 150 \$	1 171 \$	1 171 \$
De 5 à 9	Nombre		92	275	377	354	316	348	232	116	2 110
	Salaire moyen		45 409 \$	44 600 \$	43 984 \$	43 834 \$	42 580 \$	41 989 \$	41 159 \$	41 798 \$	43 131 \$
	Pension moyenne		3 665 \$	3 991 \$	3 966 \$	4 116 \$	4 095 \$	4 054 \$	3 987 \$	4 000 \$	4 019 \$
De 10 à 14	Nombre			40	90	166	201	235	213	91	1 036
	Salaire moyen			42 456 \$	44 221 \$	43 253 \$	42 601 \$	41 582 \$	41 864 \$	41 092 \$	42 325 \$
	Pension moyenne			6 057 \$	6 733 \$	6 822 \$	6 793 \$	6 755 \$	6 717 \$	6 541 \$	6 718 \$
De 15 à 19	Nombre				6	43	60	124	105	50	388
	Salaire moyen				45 974 \$	45 411 \$	43 132 \$	42 129 \$	41 757 \$	42 086 \$	42 601 \$
	Pension moyenne				8 945 \$	9 900 \$	9 574 \$	9 542 \$	9 358 \$	9 381 \$	9 507 \$
De 20 à 24	Nombre					7	94	144	100	35	380
	Salaire moyen					43 032 \$	42 820 \$	42 256 \$	42 419 \$	42 453 \$	42 471 \$
	Pension moyenne					12 648 \$	13 318 \$	13 406 \$	13 462 \$	13 523 \$	13 396 \$
De 25 à 29	Nombre						24	176	86	28	314
	Salaire moyen						41 801 \$	42 145 \$	43 022 \$	42 749 \$	42 412 \$
	Pension moyenne						15 332 \$	16 145 \$	16 460 \$	15 988 \$	16 155 \$
30 et plus	Nombre							42	122	39	203
	Salaire moyen							42 595 \$	43 705 \$	42 696 \$	43 281 \$
	Pension moyenne							18 983 \$	20 343 \$	21 957 \$	20 372 \$
Nombre total		272	713	897	1 062	1 120	1 202	1 529	1 176	563	8 534
Moyenne des salaires		36 927 \$	39 225 \$	39 573 \$	39 947 \$	39 833 \$	39 466 \$	39 649 \$	39 751 \$	38 402 \$	39 486 \$
Moyenne des pensions viagères constituées		684 \$	1 481 \$	2 321 \$	2 718 \$	3 378 \$	4 532 \$	6 735 \$	7 608 \$	6 296 \$	4 480 \$

Âge moyen : 44,8 ans

Nombre moyen d'années de service : 7,8 années

Remarques :

Les groupes d'âge sont fondés sur l'âge exact des participants.

L'expression « années de service » signifie le nombre d'années reconnues aux fins du régime. Les fractions d'année de service sont arrondies au nombre entier le plus près.

Le salaire utilisé est le taux de salaire estimé au 1^{er} janvier 2015.

Le groupe de participants actifs comprend 2 186 hommes et 6 348 femmes.

Tableau B.4 – Répartition des retraités et des bénéficiaires selon l'âge au 31 décembre 2014

Groupe d'âge	Nombre	Total des versements annuels	
		Pension viagère	Prestation de rattachement
Moins de 60 ans	337	3 843 408	1 727 139
De 60 à 64 ans	757	8 477 524	3 837 382
De 65 à 69 ans	819	8 281 365	-
De 70 à 74 ans	558	5 326 741	-
De 75 à 79 ans	344	2 939 397	-
De 80 à 84 ans	237	1 646 110	-
De 85 à 89 ans	141	887 407	-
90 ans et plus	82	444 918	-
Total	3 275	31 846 871	5 564 520

Âge moyen : 69,7 ans

Remarques :

Les groupes d'âge sont fondés sur l'âge exact des participants.

La pension utilisée est la pension payable au 1^{er} janvier 2015.

Le groupe de retraités et de bénéficiaires comprend 704 hommes et 2 584 femmes.

De plus, 13 bénéficiaires continuent de recevoir des versements en vertu de garanties en vigueur après le décès des retraités, pour un total annuel de 121 945 \$.

Tableau B.5 – Répartition des participants dont l'emploi a pris fin et des participants suspendus selon l'âge au 31 décembre 2014

Groupe d'âge	Nombre	Total des pensions constituées	
		Pension viagère	Prestation de raccordement
Moins de 25 ans	33	23 522	8 756
De 25 à 29 ans	165	217 297	84 020
De 30 à 34 ans	163	284 682	112 137
De 35 à 39 ans	144	289 605	118 552
De 40 à 45 ans	137	297 879	117 667
De 45 à 49 ans	172	583 181	228 334
De 50 à 54 ans	221	1 070 336	388 156
De 55 à 59 ans	139	618 764	240 116
60 ans et plus	108	370 111	130 004
Total	1 282	3 755 378	1 427 742

Âge moyen : 44,0 ans

Remarques :

Les groupes d'âge sont fondés sur l'âge exact des participants.

La pension utilisée est la pension payable au 1^{er} janvier 2015.

Le groupe des participants dont l'emploi a cessé et des participants suspendus comprend 319 hommes et 963 femmes.

Annexe C – Hypothèses de projection stochastique

Chaque année, nous formulons les hypothèses de notre analyse stochastique à l'aide des prévisions du Conference Board du Canada, des recherches internes, des prévisions d'inflation et de l'étude générale des gestionnaires de placement. Ainsi, nous nous assurons que nous n'utilisons pas des intrants qui ne sont pas en lien avec des perspectives plus larges. Nous nous efforçons d'adopter un niveau modéré de prudence dans nos hypothèses, puisque des attentes élevées peuvent mener à des résultats biaisés, minimisant ainsi le véritable niveau de risque des régimes.

Les hypothèses de projection stochastique sont mises à jour chaque année par Morneau Shepell Gestion d'actif et des risques, avec le 31 décembre comme date butoir et un horizon temporel de 25 ans. Un processus à plusieurs étapes est utilisé pour établir les hypothèses économiques. Premièrement, nous établissons l'hypothèse de taux d'inflation à long terme principalement en fonction de la politique monétaire actuelle de la Banque du Canada. La volatilité de l'inflation est fondée sur les données historiques depuis le début des années 1990, lorsque la politique monétaire actuelle a été établie. L'inflation implicite du marché sert d'indicateur des attentes du marché en matière de tendances à long terme sur l'inflation. Deuxièmement, nous utilisons les données passées et présentes sur les obligations afin d'établir les taux d'intérêt à long terme pour les principaux indices obligataires. Nous supposons que le rendement actuel se rapprochera du taux de rendement projeté à long terme au cours d'une période projetée. Les hypothèses de volatilité sont fondées sur des données historiques modifiées pour refléter les faibles taux de rendement actuels. Nous produisons les taux de rendement prévus et les écarts types pour les indices obligataires canadiens en nous fondant sur une approche de simulation stochastique.

La prochaine étape consiste à établir les hypothèses relatives au rendement nominal des actions. Dans le cadre de ce processus, nous utilisons plusieurs sources d'information, y compris nos hypothèses relatives à l'inflation, des données historiques, le PIB et d'autres données économiques, les prévisions de croissance et les renseignements sur les dividendes. Les écarts types et les corrélations du rendement des actions sont principalement dérivés des données historiques. Nous utilisons des données historiques pour mesurer l'écart de rendement et de volatilité entre les titres à petite capitalisation et les titres à grande capitalisation. Les catégories d'actif non traditionnelles sont principalement fondées sur des données historiques, mais rajustées en fonction de facteurs propres à chaque catégorie d'actif.

Les taux de rendement prévus et la volatilité par catégorie d'actif mentionnés ci-après ont été utilisés au 31 décembre 2014.

Tableau C.1 – Taux de rendement prévu au cours des 20 prochaines années et volatilité (écart type) par catégorie d'actif

	Rendement prévu	Volatilité (écart type)
Inflation	2,25 %	1,2 %
Catégorie d'actif		
• Titres à revenu fixe – Obligations canadiennes de l'indice universel (OCIU)	3,15 %	5,30 %
• Titres à revenu fixe – Obligations canadiennes à long terme (OCLT)	3,60 %	7,10 %
• Titres à revenu fixe – Obligations américaines à rendement élevé (OARE)	6,15 %	10,60 %
• Titres à revenu fixe – Obligations gouvernementales d'un indice mondial (OGIM)	3,55 %	6,40 %
• Actions canadiennes (A Can)	7,05 %	16,80 %
• Actions étrangères (AE)	7,45 %	16,10 %
• Titres immobiliers (TI)	6,20 %	13,20 %
• Infrastructure (I)	6,95 %	14,40 %

Pour chaque année de la période de projection de 20 ans, des frais de 10 points de base reflétant le coût de la gestion passive sont déduits du rendement attendu (on suppose que le coût additionnel de toute activité de gestion active sera atteint, en plus du rendement prévu indiqué précédemment; par conséquent, ce coût et ce rendement ne sont pas inclus dans l'analyse). Pour le paiement des frais non liés aux placements, le coût normal a été augmenté de 5,0 % (ce qui représente environ 0,5 % de la masse salariale), et nous avons utilisé ce montant pour les frais non liés aux placements dans notre analyse stochastique.

La corrélation suivante entre les différentes catégories d'actif présentées dans le tableau C.1 a aussi été utilisée au 31 décembre 2014.

Tableau C.2 – Corrélation entre les catégories d’actif

	OCIU	OCLT	OARE	OGIM	A CAN	AE	TI	I
OCIU	1,00	0,88	-0,19	-0,04	0,11	0,09	-0,08	0,18
OCLT		1,00	-0,07	0,05	0,17	0,15	0,08	0,20
OARE			1,00	0,56	0,44	0,38	0,06	0,00
OGIM				1,00	0,32	0,19	-0,13	0,18
A CAN					1,00	0,65	0,11	0,15
AE						1,00	0,16	-0,05
TI							1,00	-0,03
I								1,00

En utilisant une technique de simulation de Monte Carlo, les taux de rendement prévus, la volatilité et la corrélation entre les différentes catégories d’actif présentée ci-dessus sont utilisés pour modéliser 2 000 séries de scénarios économiques différents sur des périodes de 20 ans. Nous obtenons ainsi au moins 40 000 observations permettant d’évaluer si les objectifs de gestion des risques ont été atteints.

Ce nombre est supérieur aux exigences minimales de la LPP de 1 000 séries de scénarios économiques.

Pour chacun de ces scénarios et pour chaque année, la situation financière du RRP SCFP est évaluée en fonction de la politique de financement. Aux fins de l’analyse stochastique, la marge pour écarts défavorables du taux d’actualisation est modifiée pour chaque période future de la projection de façon à ce que le taux d’actualisation qui en découle demeure à 4,5 % par année pendant la période de projection. Le taux d’actualisation de 4,5 % par année sert à projeter le passif de la politique de financement et à déterminer la valeur actualisée des cotisations excédentaires pendant la période de projection. La projection du passif et des futurs flux monétaires dans le cadre de l’analyse stochastique utilise les mêmes hypothèses démographiques que celles utilisées dans le calcul du passif de la politique de financement, conformément à l’alinéa 15(2)(c) du *Règlement 2012-75*.

Les procédures de gestion des risques sont décrites dans la section 2 du présent rapport.

Annexe D – Résumé des dispositions du régime

Les principales dispositions du Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP (« RRP SCFP »), en vigueur au 31 décembre 2014, sont résumées ci-après. Pour obtenir un énoncé faisant autorité des dispositions précises du RRP SCFP, il faut en consulter le texte officiel.

Introduction

Le Régime de pension des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP (« ancien régime SCFP ») est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1975. L'ancien régime SCFP a été modifié à divers moments durant son existence.

Le 1^{er} juillet 2012, l'ancien régime SCFP a été converti en RRP SCFP. L'administration du RRP SCFP continue d'être sous la responsabilité d'un conseil de fiduciaires indépendant.

Admissibilité et participation

Tous les participants à l'ancien régime SCFP ont adhéré au RRP SCFP le 1^{er} juillet 2012. Les participants actifs du Régime de pension des employés à temps partiel et saisonniers du gouvernement du Nouveau-Brunswick qui sont admissibles au RRP SCFP ont cessé de participer au dit régime et ont été tenus d'adhérer au RRP SCFP le 1^{er} juillet 2012.

Tous les employés qui ont commencé à travailler à temps plein depuis le 1^{er} juillet 2012 sont tenus d'adhérer au régime dès le premier jour du mois qui coïncide avec leur date d'entrée en fonction ou qui la suit.

Cotisations obligatoires

Depuis le 1^{er} juillet 2012, chaque participant est tenu de verser des cotisations égales à 9,0 % de ses gains. Les employeurs participants cotisent au moins 10,1 % des gains depuis la même date.

Les taux de cotisation pourraient changer en fonction des éléments déclencheurs indiqués dans la politique de financement du RRP SCFP.

Retraite normale

La date de retraite normale correspond au premier jour du mois qui coïncide avec le 65^e anniversaire de naissance du participant ou qui le suit.

La pension de retraite normale annuelle d'un participant est égale à la somme de ce qui suit.

(A) En ce qui a trait aux années de service précédant le 1^{er} janvier 1997, le produit :

- i. du nombre d'années de service ouvrant droit à pension du participant précédant le 1^{er} janvier 1997, et
- ii. 1,75 % de la moyenne annuelle des gains des cinq (5) années consécutives les mieux rémunérées au 1^{er} juillet 2012, jusqu'à concurrence du MGAP annuel moyen des cinq (5) mêmes années, plus 2 % du montant de la moyenne annuelle des gains des cinq (5) années consécutives les mieux rémunérées au 1^{er} juillet 2012 excédant le MGAP annuel moyen des cinq (5) mêmes années;

et

(B) en ce qui a trait aux années de service du 1^{er} janvier 1997 au 1^{er} juillet 2012, le produit :

- i. du nombre d'années de service ouvrant droit à pension du participant pendant cette période, et
- ii. 1,4 % de la moyenne annuelle des gains des cinq (5) années consécutives les mieux rémunérées au 1^{er} juillet 2012, jusqu'à concurrence du MGAP annuel moyen des cinq (5) mêmes années, plus 2 % du montant de la moyenne annuelle des gains des cinq (5) années consécutives les mieux rémunérées au 1^{er} juillet 2012 excédant le MGAP annuel moyen des cinq (5) mêmes années;

et

(C) en ce qui a trait aux années de service à compter du 1^{er} juillet 2012, la somme de (i) et (ii) pour chaque année civile (ou partie de celle-ci) :

- i. 1,4 % des gains annualisés du participant pour l'année civile, jusqu'à concurrence du MGAP de l'année civile en question; plus
- ii. 2,0 % de la portion des gains annualisés du participant pour l'année civile excédant le MGAP de l'année civile en question.

Les pensions constituées ci-dessus sont assujetties aux rajustements au coût de la vie, avant et pendant la retraite, chaque 1^{er} janvier suivant le 1^{er} juillet 2012, sous réserve de l'approbation du conseil des fiduciaires, et conformément aux exigences liées aux éléments déclencheurs énoncées dans la politique de financement du RRP SCFP.

Les rajustements au coût de la vie suivants ont été accordés par le conseil des fiduciaires d'après les résultats de l'évaluation actuarielle précédant la date d'entrée en vigueur du rajustement et les dispositions de la politique de financement.

Date d'entrée en vigueur	Rajustement au coût de la vie
1 ^{er} janvier 2013	2,00 % (calculé au prorata de 50 % pour les participants actifs)
1 ^{er} janvier 2014	0,96 % pour l'année en cours, plus 0,4 % pour l'année antérieure
1 ^{er} janvier 2015	1,43 %

Il est possible que les pensions constituées des participants actifs soient majorées en vertu des dispositions de la politique de financement une fois que le rajustement au coût de la vie aura été accordé, si les résultats de l'évaluation actuarielle précédant la date d'entrée en vigueur du rajustement permettent au conseil des fiduciaires de consacrer d'autres sommes à une augmentation des prestations.

Les augmentations suivantes ont été accordées par le conseil des fiduciaires d'après les résultats de l'évaluation actuarielle précédant la date d'entrée en vigueur du rajustement et les dispositions du plan d'utilisation de l'excédent de financement de la politique de financement, décrites sous l'étape 2, « Autres mesures ».

Date d'entrée en vigueur	Étape 2, augmentation de pension (participants actifs seulement)
1 ^{er} janvier 2013	s. o.
1 ^{er} janvier 2014	s. o.
1 ^{er} janvier 2015	95 % de l'augmentation supplémentaire requise pour accorder à tous les participants actifs une pension viagère calculée selon la formule de la moyenne des 5 dernières années au 31 décembre 2013

Mode normal, mode automatique et modes facultatifs de versement de la pension

Le mode normal de versement de la pension consiste en une pension payable par mensualités égales commençant à la date à laquelle le participant commence à toucher sa pension et continuant à lui être versée sa vie durant, ou pendant soixante (60) mois, selon la plus longue de ces éventualités. Pour un participant ayant un conjoint en droit ou de fait, le mode automatique de versement est une pension réversible au conjoint survivant payable par mensualités égales la vie durant du participant et payable à son conjoint après son décès; le paiement mensuel correspond alors à 60 % de la pension versée au participant. Ce mode de versement automatique est un équivalent actuariel du mode normal de versement.

Des modes de versement facultatifs de la pension sont aussi offerts sur base d'équivalence actuarielle.

Retraite anticipée et prestation de rattachement

Un participant est admissible à la retraite anticipée à compter de 55 ans s'il compte au moins cinq (5) années de service ou deux (2) années de participation au régime.

Dans le cas de la retraite anticipée, une prestation de rattachement de 18,00 \$ par année de service ouvrant droit à pension est payable chaque mois en plus de la pension viagère décrite dans la section sur la retraite normale. La prestation de rattachement est payable jusqu'à 65 ans ou jusqu'au décès du participant, selon la première éventualité.

Les portions de la pension viagère et de la prestation de rattachement constituées pour les années de service précédant le 1^{er} juillet 2012 ne sont pas réduites si la pension et la prestation de rattachement commencent à être versées à 60 ans ou après. Si elles commencent à être versées avant 60 ans, chacune est réduite de ¼ % par mois (3 % par année) séparant le début du versement de la pension et de la prestation de rattachement et le 60^e anniversaire de naissance du participant.

Les portions de la pension viagère et de la prestation de rattachement constituées pour les années de service accumulées à compter du 1^{er} juillet 2012 sont réduites de 5/12 % par mois (5 % par année) séparant le début du versement de la pension et de la prestation de rattachement et le 65^e anniversaire de naissance du participant.

Prestations à la cessation d'emploi

Si un participant quitte son emploi avant de compter cinq (5) années de service continu et deux (2) années de participation au régime, il a droit au remboursement du montant total de ses cotisations au régime, augmenté des intérêts.

Si un participant quitte son emploi avant 55 ans, mais qu'il compte au moins cinq (5) années de service continu ou deux (2) années de participation au régime, le participant peut recevoir :

- (i) une pension viagère différée payable à compter de la date de retraite normale et égale à la pension constituée à laquelle le participant a droit à sa date de cessation d'emploi, conformément à la formule expliquée précédemment pour la pension de retraite normale; ou
- (ii) un transfert de la valeur de terminaison de la pension viagère différée, calculée conformément à la LPP, à un instrument d'épargne-retraite enregistré autorisé par la LPP.

Les participants optant pour une pension viagère différée seront aussi admissibles à une retraite anticipée, conformément à la section sur la retraite anticipée, ainsi qu'à une prestation de raccordement.

Prestation de décès

Si un participant décède avant de compter cinq (5) années de service continu et deux (2) années de participation au régime, la prestation payable correspond au remboursement des cotisations du participant au régime, augmentées des intérêts.

Si le participant décède alors qu'il compte au moins cinq (5) années de service continu ou deux (2) années de participation au régime, mais avant le début du versement de sa pension, la prestation de décès payable sera égale à la valeur de terminaison de sa pension différée, déterminée conformément à la LPP.

Si le participant décède après le début du versement de sa pension, la prestation payable est déterminée conformément au mode de versement choisi par le participant à son départ à la retraite.

Annexe E – Résumé de la politique de financement

Les principales dispositions de la politique de financement du Régime à risques partagés des employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP (« RRP SCFP »), en vigueur au 31 décembre 2014, sont résumées ci-après. Pour obtenir un énoncé faisant autorité des dispositions précises de la politique de financement, il faut en consulter le texte officiel.

Raison d'être du régime et de la politique de financement

La raison d'être du RRP SCFP est d'assurer le versement des prestations de pension aux participants et anciens participants sans garantie absolue, mais en adoptant une stratégie de gestion des risques offrant un degré élevé de certitude que les prestations de base seront versées à l'avenir dans la grande majorité des scénarios économiques possibles.

La politique vise principalement à verser une pension viagère, avec une grande certitude, à l'âge de la retraite normale. Toutefois, le but est que des prestations additionnelles puissent être versées en fonction du rendement financier du régime.

Le conseil des fiduciaires utilise la politique de financement comme outil pour gérer les risques inhérents à un régime à risques partagés. La politique de financement fournit des directives et des règles régissant les décisions qui doivent, ou peuvent, être prises par le conseil des fiduciaires quant au niveau de financement, aux cotisations et aux prestations.

Objectifs des prestations

Le principal objectif du régime est de verser des prestations qui correspondent exactement, dans la mesure du possible, aux prestations prévues en vertu du régime avant sa conversion, tout en offrant une protection contre l'inflation.

De plus, les prestations accumulées au titre du régime après la conversion sont calculées en fonction de l'âge de la retraite normale, soit 65 ans, avec une réduction de 5 % par année pour une retraite anticipée. Ce changement tient compte des augmentations continues et prévues de l'espérance de vie. L'objectif global du régime en ce qui a trait à l'âge de la retraite est de fournir à chaque groupe de participants un montant de pension semblable à la retraite, en dollars d'aujourd'hui, pendant sensiblement le même nombre d'années de versements prévus. Rien ne garantit l'atteinte de ces objectifs.

Gestion des risques

En vertu des lois sur les régimes à risques partagés, le principal objectif de gestion des risques est d'atteindre une probabilité de 97,5 % que les prestations de base ne seront pas réduites au cours des 20 prochaines années.

Par ailleurs, les objectifs secondaires de gestion des risques sont d'accorder une indexation conditionnelle des prestations de base (pour tous les participants) excédant, en moyenne, 75 % de l'IPC au cours des 20 prochaines années et d'atteindre une probabilité minimale de 75 % que les prestations accessoires décrites dans le texte du régime lors de la conversion seront également versées pendant les 20 prochaines années.

Cotisations

Le taux initial de cotisation total équivaut à 19,1 % des gains (les participants cotisent à hauteur de 9,0 % et l'employeur, à hauteur de 10,1 %).

Le conseil des fiduciaires peut rajuster les cotisations en déclenchant une augmentation maximale totale des taux de cotisation de 1 % des gains si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du régime, tel que défini par la LPP, est inférieur à 100 % à la fin de deux (2) années consécutives, jusqu'à ce que le coefficient atteigne 105 % sans tenir compte de l'effet de l'augmentation des cotisations et que l'objectif principal de gestion des risques soit réalisé.

Le conseil des fiduciaires peut déclencher une diminution maximale totale des taux de cotisation de 2 % des gains si les conditions prévues dans le plan d'utilisation de l'excédent de financement sont réunies.

Plan de redressement du déficit de financement

Le conseil des fiduciaires doit mettre de l'avant un plan de redressement du déficit de financement si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du régime est inférieur à 100 % à la fin de deux (2) années consécutives.

Le plan de redressement du déficit de financement comprend les mesures suivantes, prises selon l'ordre de priorité qui suit :

1. augmenter les taux de cotisation jusqu'à 1,0 % des gains;
2. remplacer les règles relatives à la retraite anticipée pour les années de service après la conversion du régime des participants qui n'ont pas encore le droit de prendre leur retraite et de toucher une pension immédiate, conformément aux dispositions du régime, par une réduction actuarielle complète pour un départ à la retraite avant 65 ans;
3. remplacer les règles relatives à la retraite anticipée pour les années de service avant la conversion du régime des participants qui n'ont pas encore le droit de prendre leur retraite et de toucher une pension immédiate, conformément aux dispositions du régime, par une réduction actuarielle complète pour un départ à la retraite avant 60 ans;
4. réduire d'au plus 5 % les taux d'accumulation des prestations de base pour les années de service après la date de mise en œuvre du plan de redressement du déficit de financement;
5. en plus de la réduction énoncée à l'étape 4 ci-dessus, réduire proportionnellement les prestations de base de tous les participants, quel que soit leur état de participation, pour les années de service antérieures et futures en proportions égales.

Les mesures susmentionnées doivent être prises une à la fois. Lorsque l'objectif principal de gestion des risques est atteint, aucune autre mesure ne doit être appliquée.

La réduction des prestations de base énoncée à la mesure 5, si elle est nécessaire, doit viser les deux objectifs suivants :

1. atteindre un coefficient de capitalisation du groupe avec entrants de 105 %; et
2. réaliser l'objectif principal de gestion des risques, qui est d'atteindre une probabilité de 97,5 % que les prestations de base ne seront pas réduites davantage au cours des 20 prochaines années.

Les augmentations des taux de cotisation doivent prendre effet au plus tard 12 mois après la date du rapport d'évaluation de la politique de financement ayant déclenché la nécessité d'augmenter les cotisations. Toute autre mesure doit prendre effet au plus tard 18 mois après la date du rapport d'évaluation de la politique de financement ayant déclenché la prise de ladite mesure.

Plan d'utilisation de l'excédent de financement

Le plan d'utilisation de l'excédent de financement décrit les mesures que le conseil des fiduciaires doit prendre ou envisager lorsque le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants est supérieur à 105 %. Si ce coefficient se situe à 105 % ou moins, aucune mesure ne doit être prise dans le cadre du plan d'utilisation de l'excédent de financement.

Le montant pouvant être utilisé est le suivant :

- 1/6^{ième} de l'excédent qui comble la différence entre le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants établi à la date d'évaluation (jusqu'à concurrence de 140 %) et 105 %; PLUS
- 100 % de l'excédent supérieur à 140 %.

Si les prestations de base ou les prestations accessoires ont été réduites, tout l'excédent disponible doit d'abord être utilisé pour annuler ces réductions. Ensuite, les mesures ci-dessous doivent être prises selon l'ordre de priorité qui suit, et aucune mesure ne peut être prise avant que la mesure qui la précède dans la liste ne soit mise en place complètement :

1. indexer les prestations de base jusqu'à concurrence de l'IPC intégral depuis la dernière date à laquelle l'IPC intégral a été atteint;
2. augmenter les prestations de base des participants qui ne reçoivent pas de pension afin qu'elles soient actualisées en fonction du salaire moyen de fin de carrière des cinq dernières années;
3. augmenter les pensions de retraités de sorte qu'une formule de calcul selon un salaire moyen de fin de carrière soit appliquée de façon raisonnable pour chaque participant retraité à sa date de retraite et indexée jusqu'à l'IPC intégral par la suite;
4. verser une somme globale représentant une estimation raisonnable des paiements bonifiés antérieurs manqués, jusqu'à concurrence des montants de prestations obtenus aux étapes 2 et 3;
5. augmenter les prestations des participants qui ne recevaient pas de pension à la date d'évaluation de la politique de financement ayant déclenché la mesure, jusqu'à concurrence du taux d'augmentation du salaire moyen;
6. constituer une provision suffisante pour couvrir une indexation conditionnelle éventuelle pour les 10 prochaines années;
7. réduire les cotisations jusqu'à concurrence de 2 %;
8. améliorer le mode normal de versement de la pension de tous les participants qui ne reçoivent pas de pension;
9. bonifier la prestation de raccordement de tous les participants qui y ont droit, qu'elle soit versée ou non;

10. améliorer les règles relatives à la retraite anticipée pour les années de service après le 30 juin 2012, à la condition que le conseil des fiduciaires tienne compte de l'expérience d'espérance de vie, à mesure qu'elle évolue.

Les mesures 1 à 5 peuvent être mises en place avec l'excédent disponible lorsque le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants est inférieur à 140 %. Si ces cinq mesures ont été mises en œuvre et que le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants demeure supérieur à 140 %, alors les mesures 6 à 10 peuvent être adoptées dans l'ordre. Ensuite, les fiduciaires peuvent prendre en considération des changements permanents dans les prestations, assujettis à l'approbation du gouvernement et du syndicat et à la possibilité que la plupart des participants puissent en tirer profit.

À l'exception du délai d'application de la réduction des cotisations, les mesures susmentionnées doivent être mises de l'avant 12 mois après la date du rapport d'évaluation de la politique de financement ayant donné lieu à la prise de mesures.

Hypothèses actuarielles

L'actuaire du régime doit effectuer une évaluation actuarielle de la politique de financement au 31 décembre de chaque année. Le taux d'actualisation est de 4,5 % par année et il ne peut être modifié avant l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2015. Les autres hypothèses peuvent être modifiées, selon l'évolution de l'expérience.

Annexe F – Attestation de confirmation de l'administrateur du régime

En ce qui concerne le rapport d'évaluation actuarielle du Régime à risques partagés des employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP au 31 décembre 2014, j'atteste qu'à ma connaissance :

- les données sur les participants et les bénéficiaires du régime qui ont été fournies à Morneau Shepell au 31 décembre 2014 représentent fidèlement les données maintenues dans les dossiers;
- des exemplaires du texte officiel et de la politique de financement du RRP SFCP, ainsi que toutes les modifications à ce jour, ont été fournis à Morneau Shepell; et
- nous ne sommes au courant d'aucun événement subséquent ou changement extraordinaire dans la participation survenu depuis le 31 décembre 2014 qui aurait eu un effet important sur les résultats de la présente évaluation actuarielle.

Conseil des fiduciaires

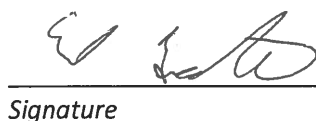
Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP


Signature

Nom : Renée Laforest

Titre : présidente

Date : le 28 sept 2015


Signature

Nom : David Matthews

Titre : vice-président

Date : le 28 sept 2015



Morneau Shepell est la seule société offrant des services-conseils et des technologies en ressources humaines à adopter une approche intégrative des besoins en matière de santé, d'assurance collective, de retraite et d'aide aux employés. Elle est également le chef de file parmi les fournisseurs de programmes d'aide aux employés et à la famille (PAEF), le principal administrateur de régimes de retraite et d'assurance collective et le principal fournisseur de solutions intégrées en gestion des absences au Canada. Grâce à ses solutions en matière de santé et de productivité, ses solutions administratives et ses solutions en matière de retraite, Morneau Shepell aide ses clients à réduire leurs coûts, à améliorer la productivité au travail et à renforcer leur position concurrentielle. Fondée en 1966, Morneau Shepell sert environ 20 000 organisations de toutes tailles, des plus petites entreprises à certaines des plus grandes sociétés et associations en Amérique du Nord. Comptant près de 4 000 employés, Morneau Shepell offre ses services à des entreprises au Canada, aux États-Unis et partout dans le monde. Morneau Shepell inc. est une société cotée à la Bourse de Toronto (TSX : MSI). Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, visitez le site morneaushepell.com.